



L'école, un système pour améliorer la nutrition

Nouvelle déclaration en faveur des interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition



UNSCN

United Nations System Standing Committee on Nutrition

Septembre 2017

Tous droits réservés. Le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies encourage l'utilisation et la diffusion du contenu de ce produit. Le contenu peut être reproduit et diffusé à des fins d'enseignement ou à d'autres fins non commerciales sous réserve que le UNSCN soit correctement mentionné comme source et qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que le UNSCN approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction et d'adaptation, ainsi qu'à la revente et autres droits d'exploitation commerciale, doit être adressée par courrier électronique au secrétariat du UNSCN, à l'adresse: info@unscn.org.



L'école, un système pour améliorer la nutrition

Nouvelle déclaration en faveur des interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition



UNSCN

United Nations System Standing Committee on Nutrition

Septembre 2017

Remerciements

Le présent document est le fruit d'une riche collaboration. Les personnes dont les noms suivent ont contribué à sa rédaction: Danny Hunter (Bioversity), Boitshepo Giyose (FAO), Andrea Polo Galante (FAO), Florence Tartanac (FAO), Donald Bundy (Fondation Bill et Melinda Gates), Arlene Mitchell (Fondation mondiale pour la nutrition de l'enfant – GCNF), Thabisile Moleah (AIEA), Juliane Friedrich (FIDA), Harold Alderman (IFPRI), Lesley Drake (Partnership for Child Development), Roland Kupka (UNICEF), Quinn Marshall (PAM), Kaia Engesveen (OMS) et Stineke Oenema (Secrétariat du UNSCN).

En outre, nous avons reçu des observations précieuses de la part d'Anne Sellers (Catholic Relief Services), Andy Chi Tembon (Banque mondiale), Fatiha Terki, David Ryckembusch et Mutinta Hambayi (PAM) et Chizuru Nishida (OMS).

Nous souhaiterions également remercier le personnel technique de Bioversity International, de la FAO, du PCD, de l'UNICEF, du PAM et de l'OMS pour leurs études de cas qui nous ont été extrêmement utiles.

Nous sommes reconnaissants à Christelle Edde et Marisa Tsai de leur aide à la structuration et à la correction des différentes versions du document. Merci aussi à Poilin Breathnach pour les dernières corrections.

Stineke Oenema (Secrétariat du UNSCN) a dirigé la gestion de l'ensemble du processus.

Le document est disponible sur le site internet du UNSCN, à l'adresse www.unscn.org.

Sommaire

1. Introduction	3
2. Concrétiser les droits de l'homme au moyen d'interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition	6
3. Repas scolaires	8
4. Les programmes d'alimentation scolaire et leur incidence sur les marchés institutionnels et les systèmes alimentaires	9
5. Les écoles, partie intégrante d'un système de protection sociale	11
6. Éducation alimentaire et nutritionnelle	12
7. Rôle des enseignants et des autres acteurs du changement dans la promotion de comportements positifs en matière de nutrition	13
8. Création d'environnements scolaires favorables à la promotion de la nutrition et de régimes alimentaires sains	14
9. Services d'appui à la nutrition et à la santé	15
10. Coût et durabilité des mesures nutritionnelles en milieu scolaire	16
11. Messages clés et recommandations	18
12. Conclusion	21
Références	22
Annexe - Études de cas	25
Liste des abréviations	58

1

Introduction

L'idée que le développement humain et la concrétisation des droits de l'homme passent par l'amélioration de la nutrition des enfants a été affirmée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) et transparaît dans les Objectifs de développement durable (ODD), le Défi Faim zéro et la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (Décennie de la nutrition). Bien que l'accent soit mis en général sur les 1 000 premiers jours, à savoir la période allant de la conception jusqu'aux deux ans de l'enfant, les 20 premières années de vie comprennent des étapes cruciales de développement et de croissance rapide, comme la période de croissance pubertaire, pendant lesquelles les besoins en nutriment augmentent (Victoria 2010; Das et al., 2017). Selon les informations contenues dans la dernière édition de Disease Control Priorities, les 7 000 jours qui suivent les deux ans de l'enfant offrent de nombreuses possibilités de l'aider à se développer au mieux (Bundy 2017; Prentice et al., 2013).

Il demeure nécessaire de veiller à ce que l'enfant ait un régime alimentaire et un mode de vie sains, et il est clair qu'une nutrition optimale est indispensable à sa santé, son bien-être et son développement cognitif et social, ainsi qu'à la croissance économique des populations et des pays et à la bonne santé des générations futures. Le fait de reconnaître que les interventions au cours des 1 000 premiers jours sont essentielles mais insuffisantes souligne qu'il faut réaliser des investissements considérables dans la santé et la nutrition des enfants d'âge intermédiaire et des adolescents (Bundy 2017). L'école peut jouer un rôle important dans la mise en œuvre des interventions en matière de santé et de nutrition et dans la création d'un environnement propice qui concourt à la santé.



De nombreux enfants de par le monde, en particulier ceux appartenant à des populations à revenu faible, présentent un retard de croissance, une insuffisance pondérale et/ou de multiples carences en micronutriments avant même d'être scolarisés. Parallèlement, les problèmes liés à la nutrition et aux régimes alimentaires sont très fréquents dans les pays à revenu intermédiaire ou à revenu élevé.¹ En réalité, tous les pays connaissent au moins une forme de malnutrition (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires [IFPRI] 2016). De plus en plus d'enfants souffrent de plusieurs formes de malnutrition, de la sous-alimentation à l'excès pondéral ou l'obésité, ces deux extrêmes étant souvent associés à des carences en micronutriments. L'école peut-être un lieu de prévention et de lutte contre ces différentes formes de malnutrition et contribuer ainsi à améliorer les résultats pédagogiques (Caniello et al., 2016; Drake et al., 2016). Les élèves qui participent à des activités nutritionnelles à l'école peuvent ensuite avoir une influence dans leur entourage, en particulier au sein de leur famille et sur leurs cadets. Cela peut permettre de réduire le nombre d'enfants qui souffrent déjà de malnutrition avant d'être scolarisés.

Il est crucial de reconnaître les multiples avantages que comportent les interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition, comme les repas scolaires. Les investissements dans les repas scolaires peuvent apporter bien plus que des résultats dans les domaines de la santé et de la nutrition, notamment élargir l'accès à l'éducation, améliorer la protection sociale et contribuer au développement agricole en milieu rural. De nombreuses études ont mis en évidence l'incidence positive des repas scolaires sur le taux de scolarisation et l'assiduité. Dans certains contextes, les programmes d'alimentation scolaire peuvent jouer un rôle crucial pour ce qui est de favoriser l'éducation des élèves à risque, notamment les filles (Bundy et al., 2009). Ces avantages figurent souvent parmi les principales motivations des pays qui investissent dans de tels programmes.

Les repas scolaires sont l'intervention la plus connue en matière d'alimentation et de nutrition dans le cadre scolaire mais il existe d'autres mesures, comme le fait d'encourager les élèves à se laver les mains au savon avant chaque repas, les traitements vermifuges, l'éducation nutritionnelle, la diversification de l'agriculture, l'amélioration des installations hydriques et sanitaires et la supplémentation en micronutriments. Un ensemble de mesures d'intervention multisectorielles permet de maximiser l'effet des investissements dans les écoles et peut faire avancer les pays sur la voie de la réalisation de Objectifs de développement durable (notamment les ODD 2, 3, 4, 5, 6, 10 et 12).

Des écoles, en particulier de niveau primaire, sont implantées même dans les zones les plus rurales. Elles constituent donc un moyen sans pareil d'atteindre un grand nombre d'enfants. Il est encourageant de noter que certains pays, comme le Nigéria, qui appartient à la tranche inférieure de la catégorie de revenu intermédiaire et représente un peu moins de 20 pour cent² de la population d'âge scolaire d'Afrique subsaharienne, a décidé d'accroître les investissements dans l'alimentation et la nutrition à l'école. Pendant la Décennie de la nutrition, il a été demandé aux pays de prendre des engagements spécifiques en vue d'atteindre les cibles nutritionnelles fixées à l'échelon mondial. Le présent document plaide en faveur de l'idée qu'envisager l'école comme un système (alimentaire)³ offre de multiples moyens d'améliorer la nutrition des enfants, non seulement à l'école mais aussi bien après qu'ils l'ont quittée, et ce au-delà de l'environnement scolaire. Il est donc bien en accord avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), qui préconise un changement systémique, ainsi qu'avec le centrage des documents finaux de la CIN2 sur les systèmes alimentaires.

1 Pour l'exercice financier 2018, les pays sont classés comme suit, selon la méthode Atlas de la Banque mondiale: pays à revenu faible (revenu national brut [RNB] par habitant inférieur ou égal à 1 005 USD en 2016), pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (RNB par habitant entre 1 006 et 3 955 USD), pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (RNB par habitant entre 3 956 et 12 235 USD) et pays à revenu élevé (RNB par habitant égal ou supérieur à 12 236). Le terme «pays», qui peut être remplacé indifféremment par «économie», n'implique pas d'indépendance politique mais fait référence à tout territoire pour lequel les autorités communiquent des statistiques sociales et économiques distinctes. Banque mondiale (2017), *World Bank Country and Lending Groups*, classements des pays par région, revenu et type de prêt disponibles (en anglais) à l'adresse: <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519>.

2 Nombre total d'enfants d'âge scolaire en Afrique subsaharienne (UNESCO 2013): 144 000 000. Nombre total d'enfants d'âge scolaire au Nigéria (Universal Basic Education Commission [UBEC] 2013): 24 185 027. Pourcentage des enfants nigériens d'âge scolaire par rapport au nombre total d'enfants d'âge scolaire en Afrique subsaharienne: 17 pour cent.

3 Un système alimentaire est constitué de l'ensemble des éléments (environnement, individus, apports, processus, infrastructures, institutions, etc.) et des activités liés à la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation des denrées alimentaires, ainsi que du résultat de ces activités, notamment sur les plans socioéconomique et environnemental (Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition 2017).

Dans des pays à revenu (beaucoup) plus élevés, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé l'Initiative des écoles amies de la nutrition, qui fournit un cadre intégré aux programmes mis en œuvre à l'école qui visent à éliminer le double fardeau des maladies liées à la malnutrition. L'Initiative des écoles amies de la nutrition reprend le concept et les principes de l'Initiative des hôpitaux amis des bébés (IHAB) en certifiant les établissements qui respectent un ensemble de critères essentiels.⁴

Au titre des modifications qu'il convient d'apporter au paysage nutritionnel, il est nécessaire de réévaluer et de renforcer le rôle de l'école dans l'amélioration de la santé et de l'état nutritionnel des enfants. Le présent document avance l'idée que l'école offre un cadre unique dans lequel il est possible de faire progresser la situation des enfants et de leur entourage à des multiples égards, tout en contribuant à la réalisation des ODD. En outre, l'école peut exercer une influence non seulement sur les élèves mais aussi sur d'autres personnes et favoriser ainsi la participation des enseignants, des parents et du reste de la population. Les interventions peuvent accélérer le développement, renforcer la protection sociale et l'autonomisation économique, encourager les systèmes agricoles à produire des aliments diversifiés et nutritifs, promouvoir des habitudes alimentaires saines pour toute la vie et contribuer à traiter les problèmes fondamentaux de santé, d'hygiène et d'assainissement qui compromettent le bien-être. En fournissant un meilleur environnement de vie, qui concourt à la santé, l'école peut non seulement participer à l'éducation mais aussi prêter un appui aux activités nutritionnelles visant le grand public et faire progresser le développement des enfants (Patton et al., 2016).



⁴ Initiative des écoles amies de la nutrition. http://www.who.int/nutrition/topics/nutrition_friendly_schools_initiative/en/.

2

Concrétiser les droits de l'homme au moyen d'interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition

L'école peut jouer un rôle important dans la promotion des droits de l'homme, en particulier le droit à une nourriture adéquate,⁵ le droit de jouir du meilleur état de santé possible et le droit à l'éducation. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) considère ces droits, entre autres, comme universels, inaliénables, indivisibles, liés et interdépendants. La Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par presque tous les États du monde, souligne, dans son article 24, que les aliments nutritifs sont une arme importante contre les maladies et la malnutrition.

Dans le cadre de l'interprétation et de la mise en pratique de l'article 24, le Comité des droits de l'enfant déclare, dans son Observation générale numéro 15: *«Il est souhaitable que des repas soient distribués à l'école pour garantir que tous les élèves ont un repas complet par jour, ce qui peut améliorer leur concentration et entraîner une hausse de la scolarisation. Le Comité recommande que s'ajoute à cela une éducation en matière de nutrition et de santé, qui passe par la création de jardins scolaires et la formation des enseignants, pour améliorer la nutrition des enfants et leur donner de saines habitudes alimentaires.»*

Il ajoute: *«Les États devraient aussi se pencher sur le problème de l'obésité des enfants, qui est associée à l'hypertension, à l'augmentation du risque de maladies cardio-vasculaires, à la résistance à l'insuline, et qui a des effets sur le plan psychologique et favorise le risque d'obésité à l'âge adulte et de décès prématuré. Il faudrait limiter la consommation chez les enfants de produits de la restauration rapide qui ont une forte teneur en graisse, en sucre ou en sel, d'aliments énergétiques pauvres en micronutriments, de boissons à forte teneur en caféine et d'autres substances potentiellement nocives. La promotion de ces substances, en particulier lorsqu'elle cible les enfants, devrait être réglementée et leur présence dans les écoles et ailleurs devrait être contrôlée.»* (Comité des droits de l'enfant 2013)

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels recommande d'adopter des stratégies nationales «visant à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous, compte tenu des principes en matière de droits de l'homme qui définissent les objectifs, et formuler des politiques et des critères correspondants» (Comité des droits économiques, sociaux et culturels 1999:21). Il définit trois niveaux d'obligation qui incombent aux États aux fins de la concrétisation des droits économiques, sociaux et culturels: les «respecter», les «protéger» et leur «donner effet». Dans le contexte scolaire, cela signifie que les porteurs d'obligation, à savoir le gouvernement, les

⁵ Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies considère que le droit à une nourriture adéquate est réalisé *«lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer»* (Comité des droits économiques, sociaux et culturels 1999: 6). Il estime que le contenu essentiel du droit à une nourriture suffisante comprend *«la disponibilité de nourriture exempte de substances nocives et acceptable dans une culture déterminée, en quantité suffisante et d'une qualité propre à satisfaire les besoins alimentaires de l'individu [et] l'accessibilité ou possibilité d'obtenir cette nourriture d'une manière durable et qui n'entrave pas la jouissance des autres droits de l'homme»* (Comité des droits économiques, sociaux et culturels 1999: 8).

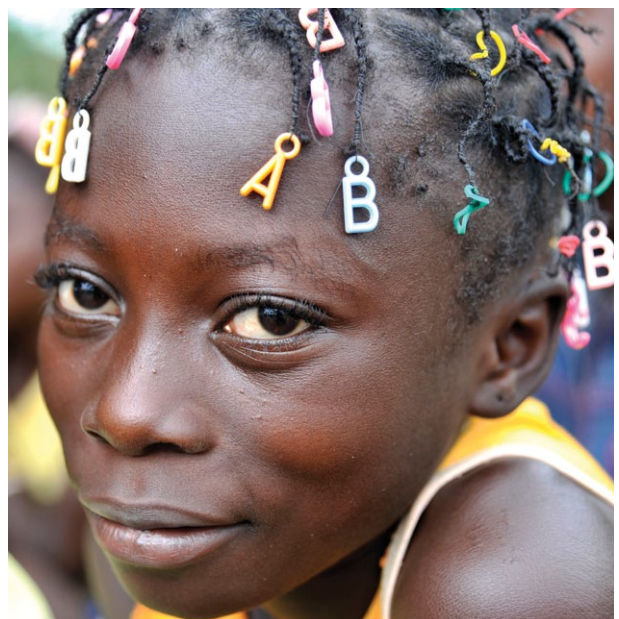
enseignants et les autres membres du personnel des établissements doivent respecter le droit des enfants à une bonne nutrition et les cultures locales en matière d'alimentation qui sont de nature à favoriser des régimes alimentaires sains. En outre, protéger les droits à une nourriture adéquate et au meilleur état de santé possible implique que les enfants ne se trouvent pas dans un environnement alimentaire malsain ou dangereux à l'école et ne soient pas à la merci de tiers, comme des entreprises privées.

Il convient d'être particulièrement vigilant quant à l'influence des fabricants d'aliments et de boissons et de prendre des mesures plus drastiques afin, par exemple, de protéger les enfants face à la promotion d'aliments et de boissons mauvais pour la santé. Il faut que les pays réfléchissent aux conflits d'intérêts que peut susciter la participation de fabricants d'aliments et de boissons à des activités scolaires et prennent des mesures qui permettent de les repérer et de les gérer convenablement, afin de ne pas compromettre leurs travaux relatifs à la nutrition ni les objectifs plus généraux de santé publique. Si un fabricant de boissons sucrées propose de financer des activités scolaires en exigeant que son logo apparaisse, par exemple, il s'agit d'un conflit d'intérêts.

Par ailleurs, les porteurs d'obligation sont tenus de donner effet aux droits des enfants par des activités de facilitation (par exemple, normes relatives à l'alimentation scolaire, éducation nutritionnelle, formation du personnel, participation des parents) ou la fourniture de denrées alimentaires (par exemple, repas scolaires). Le programme pédagogique, tel qu'établi par le Ministère de l'éducation, doit apporter aux enfants des informations suffisantes sur les régimes alimentaires sains et la nutrition, outre une éducation de qualité.

Enfin, il convient d'accorder une attention particulière aux groupes marginalisés, comme les filles, les populations autochtones et les minorités ethniques. Dans de nombreux pays, les filles voient leur droit à l'éducation bafoué; elles ont souvent moins de chances d'intégrer l'enseignement secondaire et sont davantage susceptibles d'abandonner l'école pour des raisons économiques et socioculturelles. Cela a de graves conséquences sur la concrétisation de leurs autres droits, y compris le droit à une nourriture adéquate. Les interventions liées à la santé et à la nutrition se sont avérées efficaces pour ce qui est de pérenniser la scolarisation des filles. De plus, il est crucial que les repas scolaires soient préparés à partir d'aliments respectueux des normes culturelles dans les écoles fréquentées par les populations autochtones, dont les préoccupations culturelles sont rarement prises en compte par l'administration scolaire (Conselho Indigenista Missionario 2015).

En conclusion, il est indispensable de placer les droits de l'homme au centre des interventions et des politiques scolaires pour avancer sur la voie des objectifs nutritionnels. L'école, en tant que système, est à même d'apporter des améliorations durables en matière de nutrition, tout en contribuant à la concrétisation des droits de l'homme dans le monde entier.



3

Repas scolaires

Les repas scolaires peuvent avoir une incidence directe sur la nutrition en améliorant la qualité des régimes alimentaires des élèves, notamment aux niveaux de la maternelle, du primaire et du secondaire. D'après *l'Aide-mémoire de l'OMS sur les régimes alimentaires sains*, un régime alimentaire sain comprend une quantité suffisante de fruits et légumes et des aliments riches en fibres, comme les céréales complètes, et limite l'apport en matières grasses, sucres libres et sodium. Les repas scolaires peuvent apporter des améliorations sur plusieurs plans. En 2012, environ un tiers des élèves inscrits en primaire et en première année de secondaire dans le monde recevaient de la nourriture ou prenaient des repas à l'école. Cependant, seuls 12 pour cent des enfants scolarisés dans des pays à revenu faible mangeaient à l'école, contre 37 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Sur les 154 pays ayant participé au deuxième examen mondial des politiques en matière de nutrition réalisé par l'OMS, 84 (situés principalement en Afrique, en Amérique et en Asie du Sud-Est) ont indiqué proposer des repas scolaires et près de la moitié était dotée de normes relatives à l'alimentation scolaire. Vingt-deux pays, d'Europe pour la plupart, ont signalé disposer de normes ou de directives sur les paniers repas et sur les aliments vendus dans les écoles (OMS, à paraître).

Il convient de composer les repas scolaires en s'appuyant sur les recommandations nutritionnelles nationales fondées sur le choix des aliments, qui sont souvent dérivées de normes internationales, afin qu'ils soient diversifiés, susceptibles de satisfaire les besoins en nutriments et conformes aux préférences locales (par exemple, cultures locales en matière d'alimentation), et qu'ils tiennent compte des disponibilités alimentaires sur place. En outre, de nombreux pays ont élaboré des politiques nationales relatives aux repas scolaires qui donnent des indications visant à limiter la consommation d'aliments hautement transformés ou des directives qui fixent le pourcentage des besoins totaux en nutriments ou en calories auquel les repas scolaires doivent correspondre. En satisfaisant les besoins nutritionnelles, l'école peut aider à lutter contre les carences en micronutriments et à les prévenir chez les enfants scolarisés, sachant que beaucoup d'entre eux sont déjà carencés avant d'entrer à l'école. Chez les enfants d'âge préscolaire, la prévalence mondiale de la carence en vitamine A dans les pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire est estimée à 33 pour cent (45 pour cent en Afrique et en Asie du Sud-Est) (OMS 2009) et la prévalence de l'anémie, à 47,4 pour cent (OMS 2008). De même, les établissements doivent veiller à ce que les besoins en nutriments correspondent à l'âge et au sexe, soient respectueux des cultures locales en matière d'alimentation et tiennent compte des particularités des groupes vulnérables, comme les enfants souffrant de maladies infectieuses ou de malnutrition.

Outre leurs avantages immédiats pour les enfants, les repas scolaires, s'ils sont associés à la petite agriculture locale et au développement agricole, peuvent aussi raccourcir les filières d'approvisionnement et favoriser la diversification des achats de produits alimentaires, y compris l'utilisation d'aliments traditionnels, négligés ou sous-exploités, tout en améliorant la conservation de la biodiversité et la durabilité environnementale (voir l'étude de cas I sur le Kenya et l'étude de cas H sur le Brésil pour en savoir plus). Ils peuvent aussi promouvoir la diversification des régimes alimentaires à partir de sources locales et les habitudes alimentaires locales, ainsi que le développement économique local et l'intégration des petits producteurs sur les marchés (Bundy et al., 2009; Gelli et al., 2010; Espejo et al., 2009; Morgan et al., 2007). Cependant, il faut que les stratégies de diversification des régimes alimentaires au moyen d'achats locaux définissent les situations dans lesquelles les aliments locaux peuvent ne pas suffire à satisfaire les besoins en nutriments (comme en cas de pénurie de denrées d'origine animale dans des zones où les carences en fer sont courantes). En pareilles circonstances, il peut être nécessaire d'incorporer dans les repas scolaires des aliments fortifiés ou des suppléments nutritionnels pour pallier les déficits. Comme le montre le présent document, l'école offre un cadre essentiel qui permet de lancer des interventions nutritionnelles à grande échelle. Par ailleurs, il est possible de compléter les programmes de repas scolaires par une éducation alimentaire et nutritionnelle afin de renforcer les habitudes de consommation saines.

4

Les programmes d'alimentation scolaire et leur incidence sur les marchés institutionnels et les systèmes alimentaires

Les programmes d'alimentation scolaire peuvent soutenir l'économie locale et créer des emplois lorsqu'ils associent la fourniture d'aliments diversifiés, nutritifs et sans danger à un approvisionnement auprès de producteurs locaux. Étant donné qu'ils représentent une demande structurée et prévisible, ils peuvent améliorer la situation économique des agriculteurs locaux. Pour les petits exploitants, ces programmes peuvent faciliter l'accès aux marchés, aux intrants de production et au crédit, ce qui augmente leurs revenus et leurs possibilités de croissance (Drake et al., 2016). Le fait de modifier les sources d'approvisionnement au profit de petites et moyennes entreprises (PME), notamment dans le domaine de la transformation des aliments, peut aussi avoir un effet sur l'équité sociale, dans la mesure où beaucoup de ces entreprises sont dirigées par des femmes, et créer des emplois supplémentaires. Lorsqu'un programme associe la production d'aliments au niveau local, les achats et la fourniture de repas, on parle de programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale.

En leur qualité de marchés institutionnels, les écoles peuvent promouvoir l'approvisionnement en aliments sains, le développement de filières courtes et la création d'infrastructures alternatives pour le commerce de détail, ainsi que des approches agro-écologiques durables dans le secteur agricole (Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables 2016). Le rapport prospectif 2016 du Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition appelle l'attention sur la nécessité d'institutionnaliser des régimes alimentaires de grande qualité grâce au pouvoir d'achat du secteur public, notamment par l'intermédiaire des aliments fournis aux écoles, qui doivent être du plus haut intérêt nutritionnel (Groupe mondial 2016). Cette approche peut permettre de généraliser l'utilisation d'aliments qui contribuent à des régimes alimentaires de grande qualité, ce qui pourrait inciter les acteurs de la filière à adapter leurs chaînes de valeur en conséquence. La demande des écoles concernant tout un éventail d'aliments peut stimuler la diversification agricole et la production agricole dans son ensemble, renforcer la biodiversité et accroître l'utilisation de denrées traditionnelles, négligées et/ou sous-exploitées.

L'expérience récente de pays comme le Brésil, le Ghana et le Nigéria met en évidence les avantages considérables qui peuvent découler des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale. Au Brésil, l'agriculture familiale a bénéficié de l'obligation d'acheter au moins 30 pour cent des aliments composant les repas scolaires auprès d'exploitations familiales et d'entrepreneurs familiaux ruraux. Beltrame et al., (2016) font observer que ces exigences en matière d'achats d'aliments par le secteur public peuvent être ciblées stratégiquement de manière à accroître l'utilisation d'aliments nutritifs locaux dans les écoles et à diversifier les achats publics d'aliments destinés aux repas scolaires. La conservation de la biodiversité et la durabilité environnementale sont des aspects qu'il convient d'étudier de façon plus approfondie dans le contexte d'un secteur agricole qui se diversifie. Malgré l'absence d'évaluation d'impact au niveau national, des études qualitatives concernant les effets sur la situation économique des agriculteurs locaux ont mis en évidence une diversification, une production et des revenus accrus et un renforcement des organisations d'agriculteurs (Centre international de politique pour une croissance inclusive [CIP-CI] et Programme alimentaire mondial [PAM] 2013; FAO 2015).

Au Ghana, des entreprises de restauration dirigées par des femmes achètent, préparent et servent des repas scolaires à près de deux millions d'enfants. Néanmoins, leur relation avec les petits agriculteurs locaux n'est pas toujours fluide (Drake et al., 2016). L'État d'Osun, au Nigéria, indique que son programme d'alimentation scolaire issue de la production locale, O'Meals, a créé des emplois pour des milliers de jeunes et de femmes (Global Child Nutrition Foundation [GNCF] 2015). Néanmoins, se procurer des aliments à un prix avantageux auprès de petits agriculteurs est un défi que doivent souvent relever les pays qui mettent en œuvre des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale (Drake et al., 2016). Il existe une marge de progression considérable pour ce qui est de comprendre le rôle des programmes d'alimentation scolaire dans la création d'emplois pour les femmes, les jeunes et les agriculteurs peu qualifiés et/ou ruraux, ainsi que leurs effets sur les infrastructures et leurs autres avantages économiques, ce qui peut donner des informations sur la pérennité du programme et de ses résultats positifs. La possibilité de sensibiliser le secteur privé à la nutrition est un autre aspect qu'il convient d'étudier de manière plus approfondie.

En général, lorsque les programmes d'alimentation scolaire sont planifiés de façon réfléchie, se déroulent dans un environnement institutionnel, politique et juridique propice et font l'objet d'une forte coordination intersectorielle, ils peuvent représenter un investissement qui génère des avantages dans plusieurs secteurs. Ils permettent aussi de faire appel à une multitude d'acteurs, y compris la société civile, des organisations d'agriculteurs et le secteur privé (Suberg et Sabates-Wheeler 2011; Morgan et Sonnino 2008; Espejo et al., 2009; Gelli et al., 2010; Drake et al., 2016). Par conséquent, les écoles, en particulier celles dotées de programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale, sont en mesure de créer un système alimentaire plus durable et plus inclusif au niveau local.



5

Les écoles, partie intégrante d'un système de protection sociale

Les repas scolaires sont véritablement reconnus comme un filet de sécurité sociale (Alderman 2016), qui permet à quelque 368 millions d'enfants du monde entier de prendre un repas par jour à l'école. Cependant, la contribution de l'école en matière de protection sociale tient également à son rôle de plateforme au service d'autres initiatives, dans la mesure où les établissements scolaires sont souvent des lieux où tous les élèves peuvent bénéficier de services et d'information sanitaires de base, y compris d'un accès à l'éducation et à des installations axées sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH), qui sont importants du point de vue de la nutrition. Moyennant un ciblage minutieux, les écoles qui proposent des repas peuvent aussi fournir des filets de sécurité aux enfants les plus vulnérables et les plus difficiles à atteindre. Il s'agit notamment des orphelins, des enfants autochtones et de ceux ayant des besoins particuliers ou souffrant du VIH/sida ou d'autres maladies infectieuses, y compris la tuberculose. En général, ces enfants, à l'instar de ceux issus de familles extrêmement pauvres et ceux touchés par des situations d'urgence ou des crises, sont davantage susceptibles d'abandonner l'école en raison de la vulnérabilité inhérente à leur situation. Dans leur cas, l'école peut jouer un rôle de protection sociale à titre préventif, en réduisant le risque de voir adopter des stratégies de survie préjudiciables qui peuvent menacer les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la santé à long terme (Wright et Epps 2015).

Les programmes d'alimentation scolaire peuvent réduire les besoins alimentaires des ménages, accroissant le revenu disponible et limitant ainsi la volatilité des finances du foyer (Drake et al., 2017). Par ailleurs, il est possible de compléter les repas scolaires par des rations à emporter, que pourront consommer aussi d'autres membres de la famille. Enfin, les repas scolaires en tant que mécanisme de protection sociale peuvent être adaptés en situation de crise économique ou environnementale (par exemple, lorsqu'une partie d'un pays connaît une sécheresse ou aux saisons où les aliments sont disponibles en moindre quantité). On peut affirmer à titre officieux qu'investir dans les repas scolaires pour améliorer la nutrition est un bon moyen de renforcer le capital humain.

Les avantages qui peuvent découler des programmes nutritionnels mis en œuvre à l'école sont maximaux lorsque ceux-ci sont conçus comme des interventions multisectorielles et intégrées dans les systèmes nationaux de protection sociale, et tirent ainsi partie des synergies existantes et potentielles avec d'autres programmes de protection sociale et de développement. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent judicieusement être incorporés à tout plan gouvernemental global qui vise à satisfaire des besoins sociaux multiples. Ils peuvent faire partie de stratégies nationales destinées à lutter contre la faim, la pauvreté et la malnutrition et à améliorer les comportements qui concourent à la santé et les résultats sanitaires.



6

Éducation alimentaire et nutritionnelle

L'éducation alimentaire et nutritionnelle dans le cadre scolaire peut permettre aux enfants, aux adolescents, au personnel des établissements et au reste de la population d'acquérir des connaissances qui incitent à adopter des habitudes alimentaires saines et d'autres comportements positifs en matière de nutrition. Il est important d'associer des stratégies pédagogiques fondées sur des éléments factuels et axées sur les comportements qui fassent participer activement les élèves, le personnel scolaire et la société dans son ensemble. Il convient de formuler, au niveau national, des indications relatives à la mise en œuvre de programmes scolaires dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition de manière à ce que le rôle de la nutrition dans le système éducatif national soit clairement défini. Les gouvernements peuvent aussi apporter leur concours en élaborant des directives précises sur les concepts nutritionnels qui doivent être maîtrisés à chaque échelon du système éducatif et les matières dans lesquelles ils doivent être étudiés (par exemple, sciences naturelles et sciences sanitaires et sociales). Toutefois, les établissements doivent être autorisés à adapter et à hiérarchiser le contenu des programmes en fonction du contexte local, à savoir les ressources disponibles et les besoins de la population.

L'éducation alimentaire et nutritionnelle peut offrir d'innombrables avantages. Il a été démontré, certes à petite échelle, qu'elle a des effets positifs sur la situation des enfants pour ce qui est des micronutriments et qu'elle contribue à la prévention de l'obésité (Lobstein et al., 2015). De plus, en établissant un lien entre les programmes pédagogiques, les cultures locales en matière d'alimentation et la biodiversité, il est possible d'intégrer des aspects relatifs à la préservation des cultures et à la durabilité environnementale dans une approche plus intégrée (FAO 2010 et 2013). Le fait d'associer l'éducation alimentaire et nutritionnelle à des repas scolaires sains peut aussi aider les élèves et leur famille à mettre en pratique directement certains éléments du programme pédagogique: comment consommer des aliments diversifiés et nutritifs, respecter la culture locale en matière d'alimentation et tirer parti de l'utilisation d'aliments locaux.

Les jardins scolaires peuvent également contribuer à améliorer la nutrition et l'éducation des enfants et de leur famille, aussi bien en zone rurale qu'en ville. Ces lieux d'apprentissage ne doivent pas être considérés comme des sources importantes d'alimentation ou de revenu mais plutôt comme des outils au service d'une meilleure nutrition et d'une éducation plus fructueuse. Les élèves peuvent y apprendre comment planter, faire pousser, récolter et préparer des produits de saison nutritifs dans un cadre pédagogique qui peut être la classe, le jardin, la cuisine ou la cantine de l'école et la maison. Cette démarche favorise le bien-être environnemental, social et physique de la communauté scolaire et une meilleure compréhension du rôle essentiel de la nature dans notre vie. Le fait de prolonger l'expérience dans des jardins personnels renforce le concept et ouvre la voie à l'échange de connaissances et de données empiriques entre l'école et la population (FAO 2015 et 2010).

À de nombreux endroits, l'école est le principal lieu où les enfants, les adolescents, le personnel scolaire et le reste de la population peuvent en apprendre davantage sur les habitudes alimentaires et modes de vie sains (Psaki 2014; Lobstein et al., 2015). Les programmes d'éducation alimentaire et nutritionnelle permettent aux élèves d'acquérir des connaissances et des compétences qui leur seront utiles tout au long de leur vie et qu'ils pourront transmettre à leur famille et aux générations futures. Par ailleurs, les membres du personnel scolaire peuvent, dans ce cadre, suivre une formation sur les sujets importants que sont l'alimentation et la nutrition, aider leur famille à améliorer son régime alimentaire et faire ainsi rejaillir ce qu'ils ont appris sur leur entourage.

7

Rôle des enseignants et des autres acteurs du changement dans la promotion de comportements positifs en matière de nutrition

Pour modifier l'environnement scolaire et réaliser des interventions en matière de nutrition et de santé, il faut que les acteurs du changement soient formés et disposent des capacités nécessaires. Les enseignants, les autres membres du personnel scolaire, les élèves, les parents, les entreprises de restauration, les vendeurs d'aliments et les agriculteurs ont tous un rôle important à jouer pour ce qui est de promouvoir des comportements nutritionnels positifs. Il est crucial de renforcer leurs capacités et de leur permettre d'acquérir les connaissances et les compétences requises dans les domaines de la nutrition, de l'hygiène alimentaire, des régimes alimentaires sains et des modes de vie. Les enseignants, en particulier, doivent bénéficier d'une formation et d'un renforcement des capacités plus structurés dans la mesure où ils peuvent figurer parmi les plus importants promoteurs de comportements nutritionnels positifs auprès des jeunes. Ils ont la possibilité non seulement d'influer sur les habitudes alimentaires par l'éducation alimentaire et nutritionnelle mais aussi d'aborder d'autres questions, y compris les besoins nutritionnels des adolescentes et des femmes enceintes et les soins maternels et infantiles. Ces séances pédagogiques peuvent aussi être utiles à d'autres acteurs, comme les parents, les entreprises de restauration, les vendeurs d'aliments et les agriculteurs. Il convient d'intégrer les activités de renforcement des capacités à des stratégies mises en œuvre en milieu scolaire en vue d'améliorer les résultats nutritionnels.

Le tableau ci-dessous dresse une liste non exhaustive des principaux acteurs et de leur rôle, ainsi que des capacités dont ils doivent être dotés pour réaliser des interventions nutritionnelles à l'école.

Groupe	Type de renforcement des capacités	Contenu principal
Enseignants	<ul style="list-style-type: none"> Formation classique Capacités renforcées d'intégrer les concepts nutritionnels dans les programmes pédagogiques 	<ul style="list-style-type: none"> Nutrition et développement cognitif Cadre conceptuel Nutrition tout au long de la vie Approche multisectorielle en matière de nutrition Systèmes alimentaires et régimes alimentaires sains
Élèves	<ul style="list-style-type: none"> Programme pédagogique formalisé Approche entre pairs Application concrète (production d'aliments, préparation de repas, lavage des mains aux endroits prévus à cet effet, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> Cycle intergénérationnel de la malnutrition Régimes alimentaires sains Mode de vie et nutrition
Parents et associations parents-enseignants	<ul style="list-style-type: none"> Informel Sensibilisation à l'importance de la nutrition, liste des défis et des possibilités liés à l'adoption de comportements favorables à la nutrition Collaboration entre les écoles et les familles 	<ul style="list-style-type: none"> Nutrition et développement cognitif Régimes alimentaires sains
Entreprises de restauration	<ul style="list-style-type: none"> Formation classique Certification et suivi régulier 	<ul style="list-style-type: none"> Sécurité sanitaire dans la manutention, la préparation et le stockage des aliments Régimes alimentaires sains
Vendeurs d'aliments	<ul style="list-style-type: none"> Informel 	<ul style="list-style-type: none"> Hygiène alimentaire et sécurité sanitaire des aliments Manutention et stockage des aliments Responsabilité (sociale)
Agriculteurs (producteurs) fournissant des écoles	<ul style="list-style-type: none"> Informel Vulgarisation agricole 	<ul style="list-style-type: none"> Systèmes alimentaires et régimes alimentaires sains Diversité de la production pour des régimes alimentaires diversifiés

8

Création d'environnements scolaires favorables à la promotion de la nutrition et de régimes alimentaires sains

L'environnement scolaire doit concourir à la santé et au bien-être nutritionnel des enfants. Il doit favoriser des régimes alimentaires sains en mettant à disposition des aliments diversifiés, y compris des fruits, légumes et légumineuses en grande quantité, et encadrer la promotion, la commercialisation et la vente d'aliments et de boissons à forte teneur en matières grasses, en sodium ou en sel et en sucre (OMS 2015). Plusieurs pays ont pris le parti d'encourager la consommation d'eau et d'interdire de vendre ou de servir des boissons sucrées dans les cantines, les kiosques et/ou les distributeurs automatiques, ainsi que dans les magasins situés à proximité des écoles (Bureau régional du Pacifique occidental, OMS 2016). Par ailleurs, une politique ou des directives sur les repas scolaires ou les aliments provenant du domicile contribuerait à créer un environnement scolaire propice à la promotion de régimes alimentaires sains.

Le cadre scolaire est idéal pour encourager divers comportements bons pour la santé qui peuvent avoir une incidence sur la nutrition, en veillant à ce que de l'eau potable, des lieux où se laver les mains, des installations sanitaires adéquates, comme des latrines, et des aires d'activité physique soient accessibles aux élèves tout au long de la journée de cours et à ce que ces infrastructures fassent l'objet d'un entretien régulier.



9

Services d'appui à la nutrition et à la santé

Les services nutritionnels et sanitaires aux élèves pourraient être élargis dans les écoles. Un suivi de la croissance ou d'autres contrôles réguliers peuvent permettre de repérer plus aisément les enfants qui souffrent de malnutrition sous diverses formes (retard de développement, émaciation, excès pondéral et obésité, carences en micronutriments, présents isolément ou simultanément) et/ou de problèmes de santé. En outre, ces examens pourraient faciliter l'accès des enfants concernés à des soins médicaux préventifs et curatifs dans des centres de santé, auxquels ils seraient adressés (Accorder la priorité à un programme efficace de santé scolaire [FRESH] 2014).

L'école est aussi un lieu où il est possible de réaliser des interventions nutritionnelles ayant une forte incidence auprès d'enfants et d'adolescents qu'il serait difficile d'atteindre autrement. Ces interventions peuvent porter sur les suppléments en micronutriments (en général, fer et acide folique ou fer seul)⁶, la fortification des repas scolaires au point d'utilisation, l'emploi de sel suffisamment iodé ou de céréales fortifiées et les traitements vermifuges (Aguayo et al., 2013; De Regil et al., 2016). Outre le rôle qu'elle peut jouer dans la prévention de la malnutrition et des maladies reliées à l'alimentation, l'école est aussi un lieu utile où prêter des services de santé simples mais intégrés et ne doit pas être négligée à cet égard.



⁶ Bibliothèque électronique de données factuelles pour les interventions nutritionnelles (eLINA): <http://www.who.int/elena/fr/>.

10

Coûts et durabilité des mesures nutritionnelles en milieu scolaire

Étant donné que les programmes d'alimentation scolaire ont des objectifs multiples, des analyses coût-efficacité dont le champ est trop étroit (étude des résultats en matière de santé et de nutrition, par exemple) ne peuvent que sous-estimer leurs effets réels. Dans la plupart des pays, les repas scolaires sont considérés comme des transferts en nature conditionnels (l'enfant doit être à l'école pour en bénéficier) qui visent à fournir un filet de sécurité et à jouer le rôle d'un mécanisme de protection sociale pour les pauvres. Parmi les autres résultats essentiels figurent l'amélioration de l'assiduité et de la santé.

En outre, la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale permet aux agriculteurs locaux et à la population de profiter des retombées de ces investissements durables et prévisibles dans la petite économie agricole au niveau local. Les interventions en milieu scolaire qui portent sur plusieurs aspects et ne se limitent pas aux repas scolaires semblent donner de bien meilleurs résultats, si l'on tient compte des différents avantages qui en découlent.

Dans les pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire, les programmes d'alimentation scolaire coûtent en moyenne 41 USD par enfant et par an et fournissent 401 kilocalories par repas. Ils se sont avérés être un moyen extrêmement efficace de stimuler l'assiduité, d'améliorer les résultats en mathématique et d'amener les enfants à un poids convenable; on a aussi observé une incidence positive sur la croissance des élèves de maternelle. Par ailleurs, des éléments indiquent que les effets des programmes d'alimentation scolaire sont amplifiés dans les populations sous-alimentées (Kristjansson et al., 2015). La part des transferts dans les dépenses des ménages est plus importante dans les pays à revenu faible que dans les autres, ce qui renforce le rôle des programmes d'alimentation dans l'amélioration de la sécurité alimentaire. Les programmes de supplémentation en fer et de traitement vermifuge que les écoles peuvent proposer sont peu onéreux. Les médicaments permettant de lutter contre les helminthes transmis par le sol, par exemple, reviennent à moins de 0,50 USD par dose (Ahuja et al., 2015) et sont souvent fournis gratuitement aux enfants d'âge scolaire. Bien que les résultats soient mitigés, le faible coût, l'absence d'effets secondaires et la capacité de limiter la morbidité incitent à s'en tenir aux recommandations actuelles de l'OMS, qui préconisent le traitement à grande échelle dans les zones endémiques.

Trouver des sources de financement durables pour les programmes d'alimentation scolaire peut constituer une difficulté pour beaucoup de pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire. Certes, le coût des repas ne représente normalement que 10 à 15 pour cent des dépenses d'éducation – sachant que ce chiffre tend à diminuer lorsque le produit intérieur brut [PIB] augmente – mais de nombreux pays sont tributaires d'un financement qui doit être renouvelé chaque année (Drake et al., 2017). Par conséquent, à l'heure d'élaborer des stratégies destinées à faire en sorte que les programmes ne dépendent plus de l'appui direct de donateurs, les parties prenantes doivent veiller à ce que la transition aboutisse à des arrangements pérennes au plan des finances publiques, afin que le programme puisse se poursuivre. Ce processus, à l'issue duquel l'État doit avoir la maîtrise du budget des programmes, est souvent facilité en matière opérationnelle et administrative par des donateurs, dont le Programme alimentaire mondial (PAM). Il correspond à une évolution des programmes d'alimentation scolaire, qui se cantonnent initialement à

susciter la participation des établissements mais qui, au bout du compte, améliorent l'éducation et la santé des élèves tout au long de leur scolarité.

Selon le rapport *Nutrition mondiale* 2016 de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), les pertes économiques imputables à la malnutrition s'élèvent à 11 pour cent du PIB en Afrique et en Asie. Dans le même temps, le rendement moyen est de 16 USD pour 1 USD dépensé dans la prévention de la malnutrition (IFPRI 2016). Les États investissent de plus en plus dans les repas scolaires, les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale et d'autres interventions liées à la nutrition et à la santé afin de faire progresser l'éducation, la santé, la nutrition et la durabilité environnementale, ainsi que la productivité économique et agricole et le bien-être intergénérationnel. Toutefois, il faut que les gouvernements et les populations soient en mesure de contribuer à ces interventions et de les pérenniser pour obtenir durablement toute la palette d'avantages. Par conséquent, les organismes du système des Nations Unies et les autres partenaires, en particulier lorsqu'ils participent à la mise en œuvre d'activités en milieu scolaire, doivent travailler en étroite collaboration avec l'État et les parties prenantes locales, afin de veiller à ce que les changements s'inscrivent dans des stratégies nationale de protection sociale à long terme.



11

Messages clés et recommandations



1. Les interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition s'inscrivent dans une **démarche qui vise à faire évoluer les modes de vie de manière à améliorer l'état de santé et à promouvoir des régimes alimentaires sains**. Elles se fondent sur l'idée que non seulement les 1 000 premiers jours (de la conception aux deux ans de l'enfant) offrent des possibilités d'une importance capitale, mais aussi que les 7 000 qui suivent sont une période cruciale pour aider l'enfant à se développer au mieux. L'école est un lieu sans pareil pour concrétiser de multiples avantages, dont peuvent bénéficier les enfants et leur entourage. Par conséquent, les interventions en milieu scolaire doivent:
 - Cibler tout particulièrement les élèves à risque (comme les filles, les enfants autochtones et ceux appartenant à des groupes ethniques marginalisés);
 - S'attaquer à la malnutrition sous toutes ses formes au moyen d'actions adaptées, y compris l'éducation alimentaire et nutritionnelle;
 - Adopter une approche multisectorielle qui associe la santé, l'hygiène et l'assainissement.



2. Les interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition peuvent jouer un rôle clé dans la concrétisation des **droits de l'homme**, comme le droit à une nourriture adéquate et les droits de l'enfant, en particulier le droit de jouir du meilleur état de santé possible. Pour faire de ces droits une réalité, les interventions doivent:
 - S'inscrire dans le programme pédagogique;
 - Obliger l'État, les enseignants et les autres membres du personnel scolaire à respecter le droit des enfants à une bonne nutrition, y compris dans le cadre des systèmes alimentaires locaux;
 - Protéger les enfants contre les environnements alimentaires malsains ou dangereux;
 - S'accompagner de mesures fortes destinées à éviter les conflits d'intérêts.



3. Les interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition peuvent améliorer la nutrition de façon directe en favorisant, par la promotion et l'action, des régimes alimentaires dont la qualité et la quantité sont adaptées aux élèves de maternelle, du primaire et du secondaire. Pour accroître la qualité des régimes alimentaires, les interventions doivent:
 - Être conformes aux recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments, établies au niveau national;
 - Encourager la diversité des régimes alimentaires, y compris l'utilisation de denrées traditionnelles, négligées ou sous-exploitées, tout en améliorant la conservation de la biodiversité et la durabilité environnementale;
 - Faire un usage stratégique des achats locaux par des approvisionnements auprès de petits agriculteurs, hommes et femmes, et intégrer des aliments fortifiés et des suppléments nutritionnels si la quantité de nutriments nécessaire ne peut être apportée par un autre moyen.



4. Les interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition peuvent **participer à la construction de l'économie locale et créer des emplois**. En leur qualité de marchés institutionnels, les écoles peuvent promouvoir l'approvisionnement en aliments sains, le développement de filières courtes et la création d'infrastructures alternatives pour le commerce de détail, ainsi que des approches agro-écologiques durables dans le secteur agricole. Les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale établissent un lien entre la production alimentaire locale et les mécanismes d'achat et de fourniture liés aux repas scolaires. Pour avoir une influence sur les marchés institutionnels et les systèmes alimentaires, les mesures appliquées en milieu scolaire doivent:
- Reposer sur une planification minutieuse, dans un environnement institutionnel, politique et juridique adéquat, et leur mise en œuvre doit faire l'objet d'une coordination intersectorielle faisant appel à une multitude d'acteurs locaux, y compris la société civile, des organisations d'agriculteurs et le secteur privé;
 - Aider les petites et moyennes entreprises, notamment dans le secteur de la transformation d'aliments, par des achats structurés et prévisibles;
 - Sensibiliser les acteurs des chaînes de valeur à la nutrition et les inciter à produire et transformer des aliments de grande qualité qui présentent les meilleurs avantages nutritionnel pour les élèves.



5. Les interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition peuvent contribuer de manière considérable aux systèmes de protection sociale des pays en jouant le rôle de filet de sécurité et en limitant l'incidence des risques économiques et sociaux sur les familles et populations vulnérables. L'école peut participer à la protection sociale à titre préventif en réduisant le risque de voir adopter des stratégies de survie préjudiciables (abandon des cours, par exemple) qui peuvent menacer à long terme les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la santé, en particulier des filles. Pour activer ce mécanisme de protection, les interventions doivent:
- S'inscrire dans un plan gouvernemental global visant à satisfaire différents besoins sociaux;
 - Être intégrées dans les stratégies nationales destinées à lutter contre la faim, la pauvreté et la malnutrition, à susciter des comportements qui concourent à la santé, et à réaliser les objectifs sanitaires et nutritionnels;
 - Cibler judicieusement les enfants les plus vulnérables et les plus difficiles à atteindre, notamment les orphelins, les enfants autochtones et ceux appartenant à des groupes ethniques marginalisés, et les enfants ayant des besoins particuliers.



6. Les interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition, en particulier **l'éducation alimentaire et nutritionnelle**, peuvent permettre aux enfants, aux adolescents, au personnel des établissements et au reste de la population d'acquérir des connaissances qui incitent à adopter des habitudes alimentaires saines et d'autres comportements positifs en matière de nutrition. Les jardins scolaires, y compris l'élevage de petits animaux, peuvent contribuer à améliorer la nutrition et l'éducation nutritionnelle. Les élèves peuvent y apprendre à planter, à faire pousser, à récolter, à conserver des aliments et à réduire le gaspillage lors de la préparation de repas nutritifs. Pour que l'éducation alimentaire et nutritionnelle donne des résultats optimaux, les mesures appliquées en milieu scolaire doivent:
- S'inscrire dans le programme pédagogique;
 - Être planifiées minutieusement et assorties d'objectifs clairs;
 - Envisager la sécurité alimentaire et la nutrition selon une approche globaliste et promouvoir des régimes alimentaires et des modes de vie sains.



7. Les interventions scolaires en matière d'alimentation et de nutrition nécessitent un **renforcement des capacités** au niveau global. Les enseignants et les autres membres du personnel scolaire doivent acquérir des connaissances et des compétences afin de devenir les acteurs efficaces d'un changement de comportement nutritionnel. Ils ont la possibilité non seulement d'influer sur les habitudes alimentaires par l'éducation alimentaire et nutritionnelle mais aussi d'aborder d'autres questions, y compris les besoins nutritionnels des adolescentes et des femmes enceintes et les soins maternels et infantiles. Ces séances pédagogiques peuvent aussi être utiles à d'autres acteurs, comme les parents, les entreprises de restauration, les vendeurs d'aliments et les agriculteurs. Pour que ces programmes soient fructueux, les interventions en milieu scolaire doivent:

- Doter les enseignants et les autres acteurs de la mise en œuvre des capacités et des compétences nécessaires pour devenir les promoteurs de régimes alimentaires et de mode de vie sains;
- Faire en sorte que les écoles soient en mesure de mener les actions requises;
- Faire en sorte que les activités de renforcement des capacités soient adaptées aux rôles particuliers des différents acteurs, y compris en plaidant en faveur d'une éducation envisagée de manière transversale.



8. Les interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition doivent créer un **environnement scolaire propice à la nutrition et à des régimes alimentaires sains**. Elles doivent, en particulier:

- Proposer tout un éventail d'aliments, y compris des fruits, des légumes et des légumineuses en grande quantité;
- Encadrer la promotion, la commercialisation et la vente d'aliments et de boissons à forte teneur en matières grasses, en sodium/sel ou en sucre;
- Mettre en place une politique ou des directives relatives aux repas scolaires ou aux aliments provenant du domicile.



9. Les interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition peuvent sous-tendre des **services nutritionnels et sanitaires**. Un suivi de la croissance et/ou des contrôles réguliers peuvent faciliter le dépistage de différentes formes de malnutrition et de problèmes de santé. À cet égard, les interventions scolaires doivent:

- Comporter des mesures nutritionnelles ayant une forte incidence sur les enfants et les adolescents difficiles à atteindre;
- Prévoir d'éventuelles mesures relatives aux micronutriments, comme la supplémentation, la fortification des repas scolaires au point d'utilisation, l'usage de sel iodé et de céréales fortifiées;
- Encourager d'autres comportements et activités qui concourent à la santé, comme la fourniture d'eau potable, des endroits où se laver les mains, des installations sanitaires adéquates et des traitements vermifuges.



10. Les interventions scolaires axées sur l'alimentation et la nutrition ont certes un coût mais, compte tenu de leurs multiples objectifs, toute analyse coût-efficacité dont le champ serait trop étroit sous-estimerait les effets réels des mesures nutritionnelles appliquées en milieu scolaire. L'un des principaux résultats est l'amélioration de l'assiduité, aussi bien des filles que des garçons. Elle ouvre la voie à des résultats pédagogiques qui, à leur tour, entraînent un accroissement de la productivité économique et apportent ainsi une contribution plus importante au PIB. Trouver des sources de financement durables pour les interventions en milieu scolaire peut constituer une difficulté pour beaucoup de pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire. Néanmoins, ces interventions doivent:

- Être financées par le budget de l'État;
- Prévoir une période de transition claire entre un financement par des donateurs et un financement durable sur les fonds publics, afin d'éviter que le programme ne se termine brutalement;
- Bénéficier de l'appui d'organismes du système des Nations Unies et d'autres partenaires, travaillant en étroite coordination avec les gouvernements et les parties prenantes locales, de manière à ce que les programmes s'inscrivent dans des stratégies de protection sociale à long terme, dirigées par les pays.

12

Conclusion

Le présent document de réflexion montre que l'école est un lieu sans pareil pour améliorer la nutrition par une approche systémique et multisectorielle. Des arguments sociaux, sanitaires, économiques et éthiques plaident en faveur de l'école et de son environnement. Envisager l'école comme un système (alimentaire) permettant d'améliorer la nutrition donne une idée des interventions qu'il convient de réaliser et d'associer de manière à obtenir les meilleurs résultats nutritionnels possibles au profit des enfants scolarisés, de leur famille et de leur entourage, aujourd'hui et à l'avenir.

Toutes les interventions nutritionnelles doivent s'inscrire dans la durée. À tous les niveaux, il faut que les parties prenantes soient tenues informées et encouragées à participer, dans un esprit d'entraide et d'interdépendance – de l'école et des acteurs locaux jusqu'aux ministères, aux organisations nationales et aux partenaires internationaux, en passant par les échelons intermédiaire des gouvernements et le secteur privé. Pour que les interventions en milieu scolaire bénéficient au plus grand nombre, il faut que les autorités nationales et régionales les fassent leurs et en prennent la direction, finalité qui peut nécessiter la participation et l'appui de donateurs à différentes étapes.

Les auteurs et les contributeurs de ce document estiment qu'il serait judicieux de créer une équipe spéciale chargée d'aider les gouvernements à intégrer la nutrition de manière systématique en milieu scolaire. Pourraient en faire partie les multiples parties prenantes spécialisées qui ont coopéré et contribué au document et/ou collaboré avec des États dans le cadre d'activités de ce type.



Références

- Aguayo VM, Paintal K, Singh G (2013). The Adolescent Girls' Anaemia Control Program: a decade of programming experience to break the inter-generational cycle of malnutrition in India. *Public Health Nutrition* 16, pp. 1667-1676.
- Ahuja A, Baird S, Hamory Hicks J, Kremer M, Miguel E, Powers S (2015). *When should governments subsidize health? The Case of Mass Deworming*. World Bank Economic Review 29 (1): 9-24.
- Alderman, H (2016). *Leveraging Social Protection Programs for Improved Nutrition: Summary of Evidence Prepared for the Global Forum on Nutrition-Sensitive Social Protection Programs*, 2015. Banque mondiale: Washington, DC.
- Beltrame DM, Oliveira CNS, Borelli T, de Andrade Cardoso S, Monegro ET, de Rosso V, Coradin L, Hunter D (2016). Diversifying institutional food procurement – opportunities and barriers for integrating biodiversity for food and nutrition in Brazil. *Revista Raízes*, Vol. 36 (2), juillet-décembre 2016.
- Bundy D, Schultz L, Sarr B, Banham L, Colenso P, Drake L (2017). *The School as a Platform for Addressing Health in Middle Childhood and Adolescence*. In: Bundy D, de Silva N, Horton S, Jamison DT, Patton GC (éd.) (sous presse). *Disease Control Priorities in Developing Countries*. Troisième édition, volume 8: Child & Adolescent Health Development. Banque mondiale: Washington, DC.
- Bundy D, Burbano C, Grosh M, Gelli A, Jukes M, Drake L (2009). Repenser l'alimentation scolaire. *Filets de protection sociale, développement de l'enfant et secteur de l'éducation*. Banque mondiale: Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/2634/487420FRENCH0P0chool0Feeding0French.pdf?sequence=7&isAllowed=y>.
- Caniello M, Schneider S, Pauli R, Hunter D (2016). Revaluing institutional food procurement. *Revista Raízes*, Vol. 36 (2), juillet-décembre 2016.
- Conselho Indigenista Missionario (CIMI, 2015). *Violence against the indigenous peoples in Brazil*. http://www.cimi.org.br/pub/relatorio2015/Report-Violence-against-the-Indigenous-Peoples-in-Brazil_2015_Cimi.pdf.
- Das JK, Salam RA, Thornburg KL, Prentice AM, Campisi S, Lassi ZS (2017). *Nutrition in adolescents: physiology, metabolism, and nutritional needs*. *Annals of the New York Academy of Sciences*, 1393: 21-33.
- De-Regil LM, Harding KB, Roche ML (2016). Preconceptional Nutrition Interventions for Adolescent Girls and Adult Women: Global Guidelines and Gaps in Evidence and Policy with Emphasis on Micronutrients. *The Journal of Nutrition*, 146: 1461s-1470s. <http://jn.nutrition.org/content/146/7/1461S.full>.
- Drake L, Fernandes M, Aurino E, Kiamba J, Giyose B, Burbano C, Alderman H, Mai L, Mitchell A, Gelli A (2017). School Feeding Programs in Middle Childhood and Adolescence. *Disease Control Priorities*, chapitre 12, troisième édition (à paraître).
- Drake L, Woolnough A, Burbano C, Bundy D (Editors) (2016). *Global School Feeding Sourcebook: Lessons from 14 Countries* (2016). Imperial College Press, ISBN 9781783269112: New Jersey. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/24418>. License: CC BY-NC.
- Espejo F, Burbano C, Galliano E (2009). *Home Grown School Feeding: A framework to link school feeding with local agricultural production*. Programme alimentaire mondial: Rome.

- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2010). *Une nouvelle donne pour les jardins scolaires*. FAO: Rome. <http://www.fao.org/docrep/013/i1689f/i1689f00.pdf>.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2013). *Promoting healthy diet through nutrition education and changes in the food environment: an international review of actions and their effectiveness*. FAO: Rome.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Swensson LFJ (2015). *Institutional Procurement of Food from Smallholder Farmers: The Case of Brazil*. FAO: Rome. <http://www.fao.org/3/a-bc569e.pdf>.
- Accorder la priorité à un programme efficace de santé scolaire (FRESH). *Monitoring and evaluation guidance for school health programs: thematic indicators*. http://www.savethechildren.org/atf/cf/%7B9def2ebe-10ae-432c-9bd0-df91d2eba74a%7D/FRESH_THEMATIC_INDICATORS.PDF.
- Gelli A, Nesse K, Drake L (2010). *Home grown school feeding: Linking smallholder agriculture to school food provision*. Partenariat pour le développement de l'enfant (PCD), document de travail 212.
- Global Child Nutrition Foundation (GNCF), Programme alimentaire mondial (PAM). Executive Summary, 2014 Global Child Nutrition Forum. http://hgsf-global.org/en/component/docman/doc_details/450-global-child-nutrition-forum-2014-executive-summary-.
- Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition (2016). *Food systems and diets: Facing the challenges of the 21st century*. <https://www.glopan.org/foresight>.
- Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) (2017). *Nutrition and Food Systems: A Report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition*, septembre 2017. Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), FAO: Rome. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-12_EN.pdf.
- Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) (2016). *Nutrition mondiale. Rapport 2016. Des promesses aux impacts. Éliminer la malnutrition d'ici 2030*. IFPRI: Washington, DC.
- Centre international de politique pour une croissance inclusive (CIP-CI), Programme alimentaire mondial (PAM) (2013). *Structured demand and smallholder farmers in Brazil: the case of PAA and PNAE*. IPC-IG, WFP: Brasilia.
- Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (2016). *From Uniformity to Diversity: A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems*. http://www.ipes-food.org/images/Reports/UniformityToDiversity_FullReport.pdf.
- Kristjansson EA, Gelli A, Welch V, Greenhalgh T, Liberato S, Francis D et Espejo F (2016). Costs, and cost-outcome of school feeding programs and feeding programs for young children: Evidence and recommendations. *International Journal of Educational Development*, 48, pp. 79-83.
- Lobstein T, Jackson-Leach R, Moodie ML, Hall KD, Gortmaker SL, Swinburn BA, James WPT, Wang Y, McPherson K (2015). Child and Adolescent Obesity: Part of a Bigger Picture. *The Lancet* 385.9986: 2510-2520.
- Morgan K, Bastia T, Kanemasu Y (2007). *Home Grown: The New Era of School Feeding*. Rapport de projet du Programme alimentaire mondial (PAM). PAM: Rome.
- Morgan K, Sonnino R (2008). *The school food revolution: public food and the challenge of sustainable development*. Earthscan Publications: Londres, Washington DC.
- Patton GC, Sawyer SM, Santelli JS, Ross DA, Afifi R, Allen NB (2016). Our Future: A Lancet Commission on Adolescent Health and Wellbeing. *The Lancet* 387.10036: 2423-2478.
- Prentice AM, Ward KA, Goldberg GR, Jarjou LM, Moore SE, Fulford AJ (2013). Critical windows for nutrition interventions against stunting. *American Journal of Clinical Nutrition* 97: 911-918.

Psaki, SR (2014). *Addressing early marriage and adolescent pregnancy as a barrier to gender parity and equality in education*. Document d'information pour le rapport mondial de suivi 2015 de l'UNESCO sur l'éducation pour tous. Population Council: New York.

Suberg J, Sabates-Wheeler R (2011). Linking agricultural development to school feeding in sub-Saharan Africa: theoretical perspectives. *Food Policy*, Vol. 36, pp. 341-349.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (2013). *Sub-Saharan Africa 2013 EFA Report*. Réunion mondiale sur l'Éducation pour tous: Mascate, Sultanat d'Oman, 12-14 mai 2014. http://www.unesco.org/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/ED_new/pdf/AFR-ENG.pdf.

Universal Basic Education Commission (UBEC) (2013). <https://www.informationng.com/tag/universal-basic-education-commission>.

Comité des droits de l'enfant (2013). Observation générale 15. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G13/428/15/pdf/G1342815.pdf?OpenElement>.

Comité des droits économiques, sociaux et culturels 1999: 6, 8, 21. <http://www.refworld.org/cgi-bin/tehis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=4ed35bd52>.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) (consulté en septembre 2017). *Que sont les droits de l'homme?* <http://www.ohchr.org/FR/Issues/Pages/WhatAreHumanRights.aspx>.

Victoria CG, de Onis M, Hallal PC, Blossner M, Shrimpton R (2010). Worldwide timing of growth faltering: revisiting implications for interventions. *Pediatrics* 125: 473-480.

Banque mondiale (2017), *World Bank Country and Lending Groups*. <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519>.

World Health Organization (WHO) (2008). *Global anaemia prevalence and number of individuals affected*. http://www.who.int/vmnis/anaemia/prevalence/summary/anaemia_data_status_t2/en/.

Organisation mondiale de la santé (OMS) (2009). *Prévalence mondiale de la carence en vitamine A dans la population à risque: 1995-2005*. Base de données sur la carence en vitamine A. OMS: Genève.

Organisation mondiale de la santé (OMS) (2015). *Aide-mémoire n°394. Alimentation saine (mis à jour en septembre 2015)*. <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs394/fr/>.

Organisation mondiale de la santé (OMS) (2017). *Five Keys to a Healthy Diet*. http://www.who.int/nutrition/topics/5keys_healthydiet/en/.

Organisation mondiale de la santé (OMS) (2017). *Second Global Nutrition Policy Review* (à paraître).

Organisation mondiale de la santé (OMS). Bibliothèque électronique de données factuelles pour les interventions nutritionnelles (eLENA) (consultée en septembre 2017). <http://www.who.int/elena/fr/>.

Organisation mondiale de la santé, Bureau régional du Pacifique occidental (2016). *Be smart drink water: a guide for school principals in restricting the sale and marketing of sugaring drinks and around schools*.

Wright L, Epps J (2015). *Coping strategies, their relationship to weight status and food assistance food programs utilized by the food insecure in Belize*. Integrated Crop Pollination Project (IPCBE). <http://www.ipcbee.com/vol81/012-ICBET2015-Y0011.pdf>.

Annexe – Études de cas

A.	Intervention essentielle en nutrition de grande ampleur en faveur des adolescents en Inde	26
B.	Alimentation scolaire d'urgence	28
C.	Le Programme «Acheter aux Africains pour l'Afrique» (PAA Afrique) au Malawi	30
D.	Alimentation scolaire issue de la production locale: un modèle «gagnant gagnant» au Ghana	32
E.	Le Programme national brésilien d'alimentation scolaire (PNAE)	36
F.	Programme d'alimentation scolaire à Cabo Verde	37
G.	Essais pilotes de l'Initiative OMS des écoles amies de la nutrition au Bénin et au Burkina Faso	40
H.	Diversification de l'alimentation scolaire et achats institutionnels de produits alimentaires au Brésil	42
I.	Biodiversité alimentaire et nutritionnelle dans le Comté de Busia (Kenya occidental)	44
J.	Slovénie: Normes relatives à l'équilibre nutritionnel des repas scolaires	46
K.	Philippines: Choix de boissons et d'aliments sains en milieu scolaire	48
L.	The Botswana School Feeding Program (BSFP) (Programme d'alimentation scolaire du Botswana) - autonomie et bonne gouvernance	50

A. Intervention essentielle en nutrition de grande ampleur en faveur des adolescents en Inde

Étude de cas présentée par l'UNICEF – Inde (2006-2017)

L'Inde compte plus de 253 millions d'adolescents, soit près de 20 pour cent de la population adolescente mondiale (recensement 2011). Alors qu'une adolescente sur deux et qu'un adolescent sur trois (15-19 ans) souffrent d'anémie (Institut international des sciences de la population et al., 2016), la lutte contre l'anémie chez les adolescents est une priorité nationale pour le Gouvernement indien. Le gouvernement national et les gouvernements des États, avec l'assistance technique de l'UNICEF et de partenaires, ont mis en place le Programme de lutte contre l'anémie chez les adolescents, destiné aux filles et aux garçons âgés de 10 à 19 ans, dans les écoles et les centres communautaires *anganwadi*.⁷ La stratégie adoptée pour le programme s'applique un jour fixe, dans un lieu fixe et s'articule autour de 4 axes: 1) la prise de compléments alimentaires en fer et en acide folique une fois par semaine; 2) une prophylaxie anthelminthique semestrielle; 3) un dépistage et une consultation dans les cas d'anémie modérée à sévère; 4) des conseils en matière de nutrition et de santé et une aide pour améliorer les régimes alimentaires et prévenir l'anémie (Gouvernement indien, 2012).

La transposition à plus grande échelle du Programme de lutte contre l'anémie chez les adolescents en Inde, qui a bénéficié de l'assistance technique de l'UNICEF, s'est déroulée en cinq phases axées sur la connaissance: production de données factuelles, innovation, évaluation, reproduction et généralisation. Le programme, qui a commencé par une phase de collecte de données factuelles en 1995 (auprès de 8,8 millions d'adolescentes), portait principalement, lors des phases d'innovation, d'évaluation et de reproduction, sur le problème de la forte prévalence de l'anémie chez les adolescentes dans le cadre des plateformes constituées en milieu scolaire et extrascolaire (centres *anganwadi*). À la fin de 2011, le programme était mis en œuvre dans treize États et concernait 27,6 millions d'adolescentes, dont 16,3 millions étaient scolarisées et 11,3 millions déscolarisées (Aguayo et al., 2013). En 2012, en s'appuyant sur les résultats prometteurs de ce programme et sur les enseignements tirés, le Gouvernement indien a transposé le programme à plus grande échelle et a lancé le Programme national de lutte contre l'anémie chez les adolescents (également appelé Programme WIFS), afin que tous les adolescents et adolescentes du pays en bénéficient. À la fin de 2015, le Programme national de contrôle de l'anémie chez les adolescents concernait plus de 30 millions d'adolescents et adolescentes dans les écoles et les plateformes communautaires (Gouvernement indien, 2015-2016).

L'UNICEF a récemment examiné les données factuelles, obtenues grâce à des enquêtes nationales et des études en Asie du Sud (y compris l'Inde), qui concernent l'état nutritionnel des adolescentes, ainsi que les programmes destinés à ces dernières. L'étude a permis de constater que les interventions en matière d'éducation nutritionnelle et de changements de comportement, associées au WIFS et au déparasitage, ont non seulement permis aux adolescentes d'améliorer leur connaissance de la prévention de l'anémie et de mieux comprendre les bienfaits d'une alimentation diversifiée, mais également d'augmenter leur taux d'hémoglobine et de faire baisser la prévalence de l'anémie modérée et sévère (Aguayo et Paintal 2017). Elle a également souligné que, en raison du nombre croissant d'adolescentes et d'adolescents qui sont scolarisés et poursuivent des études secondaires, les établissements scolaires ont leur rôle à jouer dans les domaines du dépistage, de l'éducation et de la supplémentation. Les adolescentes scolarisées peuvent en outre devenir des exemples concrets pour les adolescentes déscolarisées (OMS, 2006). Le programme national WIFS de l'Inde, dont l'objectif est de toucher environ 108 millions d'adolescentes et d'adolescents d'ici à 2021, est un bon exemple de programme nutritionnel à grande échelle: il réunit les ministères de l'éducation, de la santé et du développement de la femme et de l'enfant et a pour objectif de fournir à tous les adolescents des services essentiels, des conseils et un appui dans le domaine de la nutrition essentielle et de mettre un terme à la privation nutritionnelle intergénérationnelle (Aguayo et Paintal, 2017).

⁷ Les centres situés dans les villages qui font partie du programme intégré des Services de développement de l'enfant (ICDS) de l'Inde.

Références

Aguayo, VM, Paintal K, Singh G (2013). The Adolescent Girls' Anaemia Control Program: a decade of programming experience to break the inter-generational cycle of malnutrition in India. *Public Health Nutrition* 2013, 16 (9): 1667-76.

Aguayo VM, Paintal K (2017). Nutrition in adolescent girls in South Asia. *The BMJ*, 357: p. j1309.

Gouvernement indien (2016). Rapport annuel du Ministère de la santé et du bien-être de la famille, 2015-16. <http://mohfw.gov.in/documents/publications/annual-report-department-health-family-welfare-year-2015-16/annual-report-department-health-family-welfare-year-2015-16>.

Gouvernement indien, Ministère de la santé et du bien-être de la famille (2012). Operational framework: Weekly iron and folic acid supplementation program for adolescents.

International Institute of Population Sciences (2006). *National Family Health Survey (NFHS-3) (2005 06)*. Institut international des sciences de la population et Macro international: Mumbai et Calverton, Maryland. <http://dhsprogram.com/pubs/pdf/frind3/00frontmatter00.pdf>.

Bureau du Commissaire au registre général et au recensement, Ministère de l'intérieur, Gouvernement indien (2011). Recensement 2011. <http://censusindia.gov.in/>.

Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2006). *Adolescent Nutrition: A Review of the Situation in Selected South-East Asian Countries*. <http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/204764/1/B0239.pdf>.



B. Alimentation scolaire d'urgence

Étude de cas proposée par le Programme alimentaire mondial (PAM) – Syrie (2016) et Inde (2014)

Le programme d'alimentation scolaire d'urgence du Programme alimentaire mondial (PAM) fait partie intégrante des opérations de relèvement et joue le rôle de filet de sécurité dans les situations d'urgence. En 2015, le PAM a fourni des repas scolaires à 6,5 millions d'enfants dans des zones en situation d'urgence ou sortant d'une situation d'urgence, dans vingt-quatre pays.

Avant de mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire d'urgence, il faut prendre en compte de nombreux facteurs, mais avant toute chose, il faut savoir si le gouvernement est opérationnel. Si c'est le cas, le PAM fournit un appui externe si nécessaire, mais c'est le gouvernement qui prend la responsabilité de l'alimentation scolaire d'urgence. Lorsque le gouvernement n'est que partiellement opérationnel, le PAM s'investit en général davantage, en apportant le cas échéant son assistance technique. En l'absence de gouvernement opérationnel, le PAM joue un rôle actif dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire d'urgence.

Avant de mettre en œuvre un programme d'alimentation scolaire d'urgence, il est essentiel d'évaluer la nature de l'urgence et les menaces qui peuvent peser sur les enfants scolarisés. Les risques liés aux catastrophes naturelles, aux maladies ou aux conflits peuvent mettre en danger la sécurité des enfants qui sortent de chez eux pour bénéficier des programmes d'alimentation scolaire d'urgence. Ces risques peuvent constituer des obstacles à l'éducation des enfants en situation d'urgence.

Les programmes d'alimentation scolaire d'urgence du PAM ont pour objectif d'agir à la fois sur la nutrition et l'éducation. La lutte contre l'insécurité alimentaire est l'objectif principal du programme d'alimentation scolaire d'urgence du PAM, mais l'appui à l'éducation dans les situations d'urgence constitue également une priorité. Les objectifs en matière de nutrition sont notamment l'amélioration de l'accès des bénéficiaires des repas scolaires à une nourriture nutritive et diversifiée, ainsi que l'amélioration de leur situation sanitaire et nutritionnelle. Les objectifs en matière d'éducation consistent à améliorer les taux de scolarisation et de présence des bénéficiaires des repas scolaires et à réduire l'absentéisme pour raison médicale.

Guerre de forte intensité, déplacements et accès limité: le cas de la Syrie

En novembre 2016, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires estimait que 13,5 millions de personnes avaient besoin d'aide en Syrie, nombre d'entre eux étant des réfugiés ou des personnes déplacées dans leur propre pays. Depuis le début de la guerre, en 2011, plus de la moitié de la population syrienne a dû fuir son domicile.

Le système d'éducation syrien, qui fonctionnait bien avant la crise, a été très touché. Une école sur trois a été détruite et des centaines de milliers de professeurs et de personnels scolaires ne peuvent plus travailler. Dans les zones accueillant les flux de personnes déplacées, les salles de classes sont surchargées, avec souvent plus de 60 élèves par classe, qui travaillent en rotation à deux horaires différents. En 2015, on estimait que plus de 600 000 enfants en âge d'être scolarisés vivaient dans des zones assiégées et que 2,1 millions environ étaient déscolarisés. Les principaux facteurs qui empêchaient les enfants d'aller à l'école étaient les déplacements, la pauvreté, la sûreté et la sécurité. Les parents sont réticents à l'idée d'envoyer leurs enfants à l'école dans les zones de conflit armé.

En 2014, le PAM, en collaboration avec l'UNICEF et le Ministère syrien de l'éducation, a lancé un programme d'alimentation scolaire d'urgence dans des zones relativement stables, dont la majorité sont des zones comportant une forte concentration de personnes déplacées. En raison de l'extrême instabilité provoquée par la crise, il était essentiel de faire en sorte que le Programme d'alimentation scolaire d'urgence fournisse des aliments ayant une longue durée de conservation et qui puissent parvenir au plus grand nombre d'élèves possible. Le Programme d'alimentation scolaire d'urgence distribue chaque jour des barres de dattes produites localement et enrichies en vitamines et minéraux à 375 000 enfants, selon les estimations.

Lors des périodes relativement stables, il a été possible de distribuer les barres de dattes dans des zones assiégées. Les barres ont une forte teneur en nutriments, une densité énergétique élevée et sont faciles à transporter et à stocker. Les barres de dattes stockées dans les écoles peuvent également être distribuées lors des périodes d'instabilité et de combats.

Les personnes interrogées ont déclaré que les programmes d'alimentation scolaire d'urgence n'avaient pas incité les parents à envoyer leurs enfants à l'école lors des périodes de conflit armé intense. Même si le Programme d'alimentation scolaire d'urgence permet aux élèves d'avoir accès à de la nourriture à l'école, les parents préfèrent garder leurs enfants à la maison lorsque la sécurité et la sûreté l'exigent.

Évaluation des repas scolaires comme filet de sécurité: le cas de l'Inde

Parmi les rares études réalisées sur les programmes d'alimentation scolaire et leurs effets sur les indicateurs de résultats en matière de santé et de nutrition infantile, des travaux ont été menés dans les zones très gravement frappées par la sécheresse dans l'Andhra Pradesh (Inde), afin d'évaluer les effets sur la santé de l'alimentation scolaire en situation de crise. En 2003, le Gouvernement indien a lancé dans l'état de l'Andhra Pradesh un plan – déjeuner (*Mid-Day Meal-Scheme*), qui consiste à fournir un déjeuner à tous les enfants des écoles primaires publiques et privées (Singh et al., 2014).

L'objectif de l'étude était de répondre à la question de savoir si le programme d'alimentation scolaire au déjeuner permettait de compenser les effets négatifs de la sécheresse sur la santé des enfants et de remédier aux privations de nourriture provoquées par les sécheresses des années antérieures. L'étude consistait à observer deux groupes d'enfants du primaire qui avaient été touchés par des périodes de grave sécheresse et qui avaient bénéficié de déjeuners à l'école sur une période de neuf mois en moyenne (Singh et al., 2014).

L'étude a permis de conclure que les enfants vivant dans des zones frappées par la sécheresse ont vu leur apport en nutriments baisser, ce qui a eu en effet négatif sur leur santé, comme le montraient clairement leur taille et de leur poids. Dans ces situations, le plan – déjeuner jouait le rôle d'un filet de sécurité destiné spécifiquement aux enfants qui avaient pu être victimes de privations de nourriture et de problèmes de santé, à cause des sécheresses antérieures. Le plan – déjeuner permettait d'améliorer les apports en nutriments à l'école primaire, pendant une période critique pour ce qui est de la nutrition, de la santé et du développement cognitif. L'étude a conclu que le plan –déjeuner avait probablement aidé les élèves en compensant une partie des privations de nourriture et des problèmes de santé antérieurs (Singh et al., 2014).

Références

Singh A, Park A, Dercon S (2014). School Meals as a Safety Net: An Evaluation of the Midday Meal Scheme in India. *Economic Development and Cultural Change*, University of Chicago Press, 62(2): 275-306 (mis en ligne en 2013).

C. Le Programme «Acheter aux Africains pour l'Afrique» (PAA Afrique) au Malawi

Étude de cas présentée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – Malawi (2012)

«Acheter aux Africains pour l'Afrique» (PAA Afrique) est une initiative novatrice de coopération en faveur du développement, à laquelle ont participé l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Gouvernement brésilien et le Ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID). Cette importante initiative de protection sociale a été mise en œuvre dans cinq pays africains (Éthiopie, Malawi, Mozambique, Niger et Sénégal) de 2012 à 2017 et visait à favoriser les synergies entre l'agriculture et l'alimentation scolaire. En réalisant des achats alimentaires locaux, PAA Afrique soutient l'agriculture et donne aux agriculteurs un accès stable aux marchés en les mettant en relation avec les initiatives de repas scolaires en place. Le programme a un double objectif: améliorer d'une part, la sécurité des revenus des petits agriculteurs et d'autre part la situation nutritionnelle des enfants dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire (FAO et PAM, 2014; Gyoeri et al. 2016).

En 2012, les activités de PAA Afrique ont démarré dans deux zones du sud du Malawi: Mangochi et Phalombe. Ces deux districts ont été choisis en raison de leur fort potentiel en matière de production agricole et de l'incidence élevée de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire (FAO, PAM et Centre international de politique pour une croissance inclusive [CIP-CI], 2016).

Des stratégies visant à appuyer la production ont été fournies aux organisations d'agriculteurs chargées de l'approvisionnement des écoles, notamment dans les domaines de l'accès aux semences, de l'assistance technique pour la production durable, de la diversification nutritionnelle, des compétences en matière de gestion et de commerce et de la construction d'entrepôts. L'appui à la production consistait également à créer des jardins potagers à l'école qui permettent aux communautés d'acquérir des compétences et des connaissances dans les domaines de la nutrition et de la production agricole durable (FAO et PAM, 2014; FAO, PAM et CIP CI, 2016).

Le programme a été bénéfique à plus d'un titre et a apporté un éclairage sur la mise en œuvre des initiatives d'alimentation scolaire associées aux petits exploitants et aux agriculteurs locaux qui prennent en compte la durabilité et la nutrition, notamment en ce qui concerne:

L'intensification agricole durable: l'appui de PAA Afrique à la production a permis aux petits agriculteurs de produire des excédents, d'adopter des pratiques agricoles plus durables et d'accroître leur productivité. Entre 2014 et 2016, les écoles qui participent au programme ont acheté 361 tonnes de nourriture aux organisations d'agriculteurs appuyées par PAA et 10 065 élèves en ont bénéficié. Ce chiffre correspond à une augmentation de 284 pour cent des ventes réalisées par les organisations d'agriculteurs qui passent par PAA entre 2014 et 2015. Les agriculteurs ont signalé que les revenus tirés des ventes aux écoles ont été investis dans la production et que beaucoup d'entre eux s'étaient redirigés vers des produits à plus forte valeur. L'augmentation de leurs revenus leur a permis d'acheter plus de terres, d'acheter des intrants et de construire des maisons (FAO, PAM et CIP-CI, 2016; Gyoeri et al. 2016).

Ces résultats obtenus ont eu des effets positifs sur la sécurité alimentaire des ménages et les agricultrices, qui ont été inscrites avec succès dans la stratégie, jouent désormais un rôle plus important dans la gestion des organisations d'agriculteurs et des coopératives.

La prise en compte de la nutrition dans la diversification de l'agriculture: PAA Afrique a contribué à la diversification des régimes alimentaires et à la sécurité alimentaire de la communauté. Grâce au programme d'appui à la production, les petits agriculteurs ont pu diversifier leur production et ont été en mesure de répondre à la demande des écoles, qui souhaitaient avoir accès à un large éventail de produits, notamment des céréales, des légumineuses, des légumes, des tubercules, des fruits et de la viande. Ce travail a non seulement contribué à diversifier les régimes alimentaires à l'école, mais a également favorisé la consommation régulière d'aliments variés et nutritifs à la maison. Les comités de parents d'élèves ont reçu une formation en nutrition et ont commencé à reproduire les menus scolaires à la maison, en intégrant de nouveaux produits dans leur alimentation (FAO, PAM et CIP-CI, 2016; Gyoei et al. 2016).

Prise en main par le Gouvernement et environnement favorable: les activités d'appui à la production de PAA Afrique ont également été réalisées en partenariat avec l'organisation non gouvernementale (ONG) «We Effect» et mises en œuvre en étroite collaboration avec les responsables du développement de l'agriculture et de la vulgarisation du Malawi et le Bureau du développement agricole du district, afin de renforcer la prise en main des initiatives par le Gouvernement. Les parties prenantes à PAA Afrique ont participé à plusieurs réunions consultatives, ateliers et manifestations d'échange de connaissances avec des partenaires opérationnels, des membres de la société civile et des représentants d'écoles et d'administrations aux niveaux national et local. Ces manifestations ont favorisé l'échange de connaissances et ont permis de mobiliser des ressources supplémentaires, aussi bien auprès du Gouvernement malawien qu'auprès des partenaires internationaux, en vue de la transposition à plus grande échelle du Programme d'alimentation scolaire issue de la production locale. Ces processus ont, à leur tour, facilité la création d'un environnement favorable aux programmes d'alimentation scolaire et d'achats institutionnels, laissant aux gouvernements et à la société civile le champ libre en matière de coopération et d'actions dans ces domaines (FAO et PAM, 2014; FAO, PAM et CIP, 2016).

Le Gouvernement élabore actuellement ses politiques nationales en matière de santé et de nutrition à l'école, qui donnent une place importante au Programme d'alimentation scolaire issue de la production locale. Parallèlement, l'administration a adopté une approche élargie du secteur agricole, qui vise à renforcer la participation des petits agriculteurs aux marchés en appuyant les achats alimentaires institutionnels destinés aux repas scolaires.

Références

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Programme alimentaire mondial (PAM) (2014). *Promoting local food assistance in the African continent: Purchase from Africans for Africa*. FAO et PAM, Rome.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Programme alimentaire mondial (PAM) et Centre international de politique pour une croissance inclusive (CIP-CI) 2016. *PAA Africa program midterm monitoring report: Malawi*. FAO, PAM et CIP-CI: Rome et Brasilia.

Gyoei M, Miranda AC, Soares F (2016). Linking vulnerable smallholder farmers to school feeding programs: The experience of PAA Africa. *Policy in Focus*, 13 (2). CIP-CI and Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Brasilia.

D. Alimentation scolaire issue de la production locale: un modèle «gagnant gagnant» au Ghana

Étude de cas proposée par le Partenariat pour le développement de l'enfant, Imperial College de Londres – Ghana (2013-2016)

Les premières constatations laissent penser que le Programme d'alimentation scolaire issue de la production locale favorise l'accès des enfants, en particulier les filles, à l'éducation et accroît les revenus agricoles des petits exploitants.

L'évaluation des effets a été financée conjointement par l'organisation *Dubai Cares*, la Fondation Bill et Melinda Gates, la Banque mondiale et le Gouvernement ghanéen. L'évaluation, élaborée comme un essai randomisé contrôlé, portait principalement sur un programme pilote innovant mis en œuvre de 2013 à 2016. L'étude visait à s'appuyer sur des données factuelles afin de démontrer l'importance de l'alimentation scolaire pour les résultats en matière d'éducation.

Premières constatations principales

1. Une augmentation de 12 pour cent de la scolarisation de la petite enfance et une baisse de 7 pour cent de l'absentéisme dans l'enseignement primaire pour les communautés bénéficiant de repas scolaires.
2. Un taux d'alphabétisation en hausse de 13,5 pour cent chez les filles, dans les écoles concernées par le programme.
3. Une progression des ventes de produits agricoles dans un tiers des ménages des districts concernés par le programme.

Une équipe de recherche conjointe, composée du Partenariat pour le développement de l'enfant, de l'Institut Noguchi Memorial pour la recherche médicale (NMIMR), de l'Institut de statistique et de recherche sociale et économique (ISSER) et de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), a travaillé principalement à l'élaboration des premières analyses, à la collecte de données et aux analyses préliminaires des conclusions de la recherche. Le programme pilote, quant à lui, a été mis en œuvre sous l'égide du Programme d'alimentation scolaire du Ghana et du Partenariat pour le développement de l'enfant, en collaboration avec d'autres partenaires locaux et internationaux. L'étude portait sur 116 écoles dans 58 districts, dans l'ensemble des régions du pays. Parmi ces écoles, 58 n'ont bénéficié d'aucune intervention sanitaire (témoin), 29 n'ont bénéficié que de repas scolaires (programme de référence) et 29 ont bénéficié de repas scolaires issus de la production de petits agriculteurs locaux, ainsi que de poudres de micronutriments, de traitements vermifuges et de cours d'éducation à la santé (programme renforcé) (Gelli et al. 2016).

Au total, l'échantillon sélectionné pour l'évaluation comprenait plus de 5 500 enfants scolarisés et 4 500 agriculteurs répartis dans 360 organisations d'agriculteurs. Les données quantitatives et qualitatives ont été recueillies en fonction d'indicateurs clés sur l'éducation, la santé, la nutrition et l'agriculture. Le programme pilote d'alimentation scolaire issue de la production locale comprenait deux volets principaux:

1. Une **intervention dans le domaine de l'agriculture**, dont l'objectif était de renforcer les liens commerciaux entre les petits agriculteurs et le Programme d'alimentation scolaire du Ghana. L'idée de cette intervention était de parvenir à une augmentation de la production, des ventes et des revenus des agriculteurs et, donc d'améliorer les moyens d'existence des petits agriculteurs et de renforcer les économies locales.
2. Une **intervention dans le domaine de la nutrition**, dont l'objectif était d'améliorer l'éducation, la santé et la nutrition des enfants scolarisés: 1) en fournissant des repas nutritifs dans le cadre du Programme d'alimentation scolaire du Ghana – la quantité et la qualité des repas scolaires ont été améliorées grâce à l'utilisation d'un outil de planification des repas scolaires, à l'élaboration d'ustensiles de mesure pratiques et à l'introduction des poudres de micronutriments; 2) en communiquant sur les changements de comportement, afin d'améliorer les pratiques en matière de nutrition, de santé et d'hygiène à l'école, dans les ménages et dans les communautés; et 3) en appliquant des traitements vermifuges à l'école.

Premières constatations

Les premières analyses portaient sur les résultats principaux dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Les données recueillies chez les enfants et dans les ménages qui font partie du programme de référence et du programme renforcé ont été comparées à celles des écoles témoins.

Éducation

Le taux de scolarisation en maternelle a augmenté de 12 pour cent dans les écoles de référence par rapport aux écoles témoins. En ce qui concerne les écoles primaires, on a observé une légère augmentation de 2 pour cent seulement, ce qui n'est pas surprenant, car le taux de scolarisation atteint presque les 100 pour cent dans les écoles primaires au Ghana. L'absentéisme a diminué de 7 pour cent dans les écoles bénéficiant du programme de référence, alors que dans les écoles témoins, cette diminution n'a pas été observée.

En outre, l'analyse suggérait que le Programme d'alimentation scolaire issue de la production locale avait fait progresser les résultats des filles en mathématiques et en lecture, notamment, à raison de 10 pour cent environ, si l'on compare au Programme d'alimentation scolaire du Ghana. On a également observé des effets sur les facultés cognitives des filles, dont les résultats obtenus sur des tâches de traitement visuel ont augmenté de 8 pour cent à peu près. Ces effets pourraient être renforcés en fournissant les diverses poudres de micronutriments dont il a été démontré, lors de recherches antérieures, qu'elles amélioreraient les facultés cognitives, en particulier chez les populations ayant des taux d'anémie élevés. D'autres analyses sont en cours pour approfondir les recherches sur ces effets.



Santé et nutrition

Les conclusions d'une importante étude portaient sur la diversité des apports alimentaires, qui est un indicateur indirect de la qualité des régimes alimentaires. Les premières données factuelles suggèrent que la variété des apports alimentaires individuels s'est améliorée dans les communautés qui bénéficient des repas scolaires, en particulier chez les jeunes enfants (5 à 10 ans). Les enfants bénéficiant de repas scolaires avaient plus de chance de consommer des aliments nutritifs comme des légumes à feuilles vertes ou d'autres types de légumes, les racines et, dans le cas des enfants de 5 à 10 ans, de la viande et du poisson.

La prévalence des parasitoses était faible dans l'échantillon de l'étude, grâce au programme annuel de vermifuges conduit par les services de santé du Ghana dans le district du projet et ses environs. Le projet de recherche a également appuyé le Programme sur les maladies tropicales négligées de l'Agence des États-Unis pour le développement international (AID).

Soixante-dix pour cent des enfants concernés par l'étude ont été diagnostiqués porteurs de paludisme asymptomatique. La forte prévalence a peut-être atténué les effets de la supplémentation en micronutriments dans l'évaluation pilote, car on n'a constaté aucune différence, en ce qui concerne l'anémie ou les indicateurs anthropométriques, entre les groupes bénéficiant d'une alimentation scolaire classique et ceux bénéficiant d'une alimentation scolaire issue de la production locale. En outre, il faut approfondir les recherches sur les effets de la supplémentation dans les groupes ayant un risque particulier d'être touchés par l'anémie (par exemple, les adolescentes).

L'analyse des données menée actuellement permet d'approfondir les recherches sur les effets de l'alimentation scolaire sur la nutrition, en mettant en évidence l'influence de certains facteurs de confusion, comme l'âge, le sexe, l'état de santé et les caractéristiques du ménage. En outre, les recherches sur d'éventuels changements en matière de répartition des aliments au sein des ménages, qui ont pu se produire à la suite de l'intervention d'alimentation scolaire comme l'ont montré d'autres études, doivent être approfondies, tout comme les recherches sur leurs conséquences pour les premières constatations présentées dans le présent document.

Agriculture

L'activité agricole a augmenté de 15 pour cent dans les communautés ayant bénéficié de l'alimentation scolaire dans le nord du pays, par rapport aux autres communautés. Une analyse des marchés dans les communautés concernées par l'alimentation scolaire a montré que les ventes ont progressé plus fortement et que la valeur des produits vendus a augmenté de 33 pour cent. Dans les communautés où l'alimentation scolaire est issue de la production locale, le revenu des ménages des agriculteurs a augmenté de 5 pour cent par rapport à celui des ménages bénéficiant du Programme classique d'alimentation scolaire du Ghana. Les agriculteurs propriétaires d'une exploitation en ont particulièrement bénéficié, puisqu'ils ont vu les revenus des ménages augmenter de 10 pour cent.

Prochaines étapes

Les constatations résumées dans le présent document n'ayant pas encore été validées, elles doivent être interprétées avec prudence. Toutefois, la question des prochaines étapes préliminaires a été abordée avec les principales parties prenantes, notamment en ce qui concerne:

- la nécessité de renforcer et de mettre en place des programmes plus globaux et plus intégrés, comportant des volets dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène et de la prévention du paludisme dans le cadre du programme national de santé scolaire et de nutrition. Il y a aujourd'hui une demande de maintien de l'appui pour renforcer l'élaboration des politiques dans ce domaine.

- Le Programme d'alimentation scolaire du Ghana a pour objectif de transposer à l'échelle supérieure, c'est à dire à toutes les écoles bénéficiant du programme national, le programme de repas scolaires, les activités de communication destinées aux services de restauration, aux élèves et à l'ensemble de la communauté qui concernent l'outil de planification des repas scolaires, l'utilisation d'ustensiles de mesure pratiques et les changements de comportement. Pour ce faire, le Gouvernement a demandé une assistance technique continue.
- Le Gouvernement a fait une demande formelle d'assistance et d'appui continus auprès du Partenariat pour le développement de l'enfant et de *Dubai Cares*, afin que ceux-ci travaillent avec d'autres secteurs et parties prenantes à l'amélioration du Programme national de santé et d'alimentation à l'école, avec pour objectif d'améliorer la vie des familles défavorisées et d'offrir aux enfants la possibilité de réaliser tout leur potentiel.

Les premières constatations donnent un aperçu de l'éventail de résultantes prises en compte dans le cadre de cette évaluation. Les conclusions mettaient l'accent sur le fait que l'alimentation scolaire (et en particulier l'alimentation scolaire issue de la production locale) avait un effet protecteur sur les revenus des ménages, l'éducation des enfants (en particulier les filles) et les régimes alimentaires. Les conclusions de l'évaluation des effets seront diffusées dans les mois à venir, car les équipes de recherche conjointe du Partenariat pour le développement de l'enfant, du NMIMR, de l'ISSER et de l'IFPRI poursuivent l'analyse des données. Il est toutefois déjà clair que l'alimentation scolaire issue de la production locale est un modèle gagnant-gagnant pour le Ghana et de nombreux autres pays.

Références

Gelli A, Masset E, Folsom G, Kusi A, Arhinful DK, Asante F, Ayi I, Bosompem KM, Watkins K, Abdul-Rahman L, Agble R, Ananse-Baden G, Mumuni D, Aurino E, Fernandes M, Drake L (2016). *Evaluation of alternate school feeding models on nutrition, education, agriculture and other social outcomes in Ghana: Rationale, randomised design and baseline data*. 20 janvier 2016; 17:37. doi: 10.1186/s13063-015-1116-0.



E. Le Programme national brésilien d'alimentation scolaire (PNAE)

Étude de cas présentée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – Brésil (2013-2015)

Le Programme national brésilien d'alimentation scolaire (PNAE) est le plus ancien programme alimentaire du Brésil et l'un des plus vastes programmes de repas scolaires du monde. L'objectif initial du PNAE, satisfaire les besoins nutritionnels des élèves pendant les heures qu'ils passent à l'école, s'est développé et étendu au fil du temps. En 2009, le programme a été sensiblement modifié, à la fois sur le plan conceptuel et sur celui de la programmation. Y ont été intégrées de nouvelles composantes, comme la promotion de la progression des élèves, de l'apprentissage et de la réussite scolaire, d'habitudes alimentaires saines, et de l'éducation à la nutrition, ainsi que l'appui au développement durable et la promotion de l'achat d'aliments locaux. Actuellement, les États, les municipalités et les établissements scolaires fédéraux doivent acheter (dans le cadre d'un système opérationnel décentralisé) au moins 30 pour cent des aliments destinés aux repas scolaires directement auprès de familles de petits producteurs, qui, selon la législation brésilienne, englobent les exploitants familiaux et les entrepreneurs ruraux familiaux. La priorité est donnée à l'approvisionnement local, aux organisations structurées de producteurs, aux groupes sociaux vulnérables (notamment les exploitants réinstallés par la réforme agraire et les membres des communautés traditionnelles), et à la production agroécologique et biologique (CIP CI, PAM 2013; FAO 2015).

La participation des communautés est également garantie par les Conseils pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les Conseils pour l'alimentation scolaire constitués de représentants du Gouvernement, d'enseignants et de professionnels du système éducatif, de parents, et d'organisations de la société civile (CIP-CI, PAM 2013).

Soutenu par des politiques et un environnement juridique favorables, le PNAE a concerné 42.2 millions d'élèves en 2014, et cette même année, le montant des achats de denrées alimentaires auprès des petits producteurs atteignait 711 millions de BRL.⁸ À défaut d'évaluation des répercussions à l'échelle nationale, des études qualitatives ont évalué les incidences du PNAE sur les petits producteurs locaux, et permis notamment de conclure à une production accrue et diversifiée, une hausse des revenus et au renforcement des organisations d'agriculteurs (CIP-CI, PAM 2013; FAO 2015).

Références

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Swensson LFJ (2015). *Institutional Procurement of Food from Smallholder Farmers: The Case of Brazil*. FAO: Rome. <http://www.fao.org/3/a-bc569e.pdf>.

Centre international de politiques pour une croissance inclusive (CIP-CI), Programme alimentaire mondial (PAM) (2013). *Structured Demand and Smallholder Farmers in Brazil: The Case of PAA and PNAE*. CIP-CI et PAM Brasília.

⁸ Données préliminaires. Disponibles à l'adresse: <http://www.fn-de.gov.br/programas/alimentacao-escolar/alimentacao-escolar-consultas/dados-da-agricultura-familiar>.

F. Programme d'alimentation scolaire à Cabo Verde

Étude de cas présentée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – République de Cabo Verde (2011)

Après son indépendance en 1975, le Cabo Verde a mis en place un programme d'alimentation scolaire en 1979 avec l'aide du Programme alimentaire mondial (PAM), afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. Depuis lors, le rôle du programme a évolué. Même si la lutte contre l'insécurité alimentaire demeure un objectif clé, depuis les années 1990, le programme a intégré des objectifs éducatifs et d'autres encore visant à renforcer la cohésion sociale et la solidarité. L'amélioration régulière de la situation économique du pays, officiellement marquée par son intégration dans le groupe des pays à revenu intermédiaire en 2008 et le départ du PAM du pays en 2010, a amorcé de nouvelles évolutions du programme (Conseil des ministres 2010).

Après la prise en main de la gestion du programme national d'alimentation scolaire en septembre 2010, le Gouvernement caboverdien a demandé l'assistance technique de diverses agences des Nations Unies afin d'assurer la continuité du programme. En 2011, la FAO, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le PAM et l'UNICEF ont lancé un Programme commun des Nations Unies quadriennal, financé par la Coopération luxembourgeoise au développement, afin d'aider le Gouvernement dans quatre domaines clés: renforcer les capacités institutionnelles, approvisionner les cantines scolaires, mettre en place des programmes éducatifs sur l'alimentation et la nutrition dans les écoles et gérer les cantines scolaires (Mirabile 2012). Avec l'aide du Programme commun des Nations Unies sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les écoles, le Gouvernement a fait adopter une loi sur l'alimentation scolaire (loi n° 89/VIII/2015) en 2015.



Les principales dispositions de la loi sur le Programme national d'alimentation scolaire sont les suivantes:

- Définir la politique publique en matière de santé et de repas à l'école, grâce à une proposition conjointe des ministères de la santé et de l'éducation.
- Déterminer le rôle des établissements scolaires dans l'élaboration des programmes éducatifs sur la santé et l'alimentation, avec l'aide des institutions compétentes.
- Interdire la publicité pour des aliments et des boissons à faible valeur nutritionnelle dans les écoles, ainsi que la vente de ces produits dans un rayon de 200 mètres autour des établissements scolaires.
- Appliquer la loi sur les achats publics, les normes de sécurité, la qualité et l'hygiène à l'achat des biens et des services en lien avec le Programme national d'alimentation scolaire.
- Donner la priorité aux produits nationaux dans les achats des denrées destinées aux écoles (au moins 25 pour cent du budget alloué à l'achat de denrées dans le Programme).
- Enfin, centraliser la création des menus, avec la participation de nutritionnistes et de techniciens au niveau local, en respectant les recommandations de l'OMS et en adoptant le principe l'introduction de différents produits nationaux en fonction des habitudes alimentaires locales, acceptés par plus de 85 pour cent des enfants.

Financement

Le Programme national d'alimentation scolaire est financé par le budget général de l'État et soutenu par des contributions de partenaires et de donateurs nationaux et internationaux, comme les conseils municipaux et d'autres entités publiques et privées. Il convient de noter que les parents et les responsables légaux doivent contribuer au coût des repas en fonction de leurs revenus, en versant une contribution financière annuelle qui vise à améliorer la qualité des repas scolaires et les actions sanitaires (états financiers de la Fondation d'action sociale étudiante de Cabo Verde [FICASE], 2012).

Responsabilités et coordination interdépartementale

La mise en œuvre du Programme national d'alimentation scolaire relève de la responsabilité conjointe des ministères de la santé et de l'éducation; des lois ont été adoptées afin d'établir une structure interdépartementale permettant de coordonner et de mener à bien les politiques. Des organismes régionaux et locaux de coordination peuvent également être créés; ils rassemblent alors des représentants des secteurs éducatif, agricole et sanitaire, des autorités municipales, des ONG, et des parents/responsables légaux. Si ces structures donnent leur assentiment, certains services relevant du domaine de la santé et des repas scolaires peuvent être sous-traités au secteur privé (comme l'achat, le stockage et le transport des denrées, la préparation des repas, et les traitements sanitaires) (Semedo JDS 2012).

Chaque établissement scolaire dispose d'un conseil qui gère l'Unité de la santé et de l'alimentation scolaire, constitué du directeur d'établissement, d'un coordonnateur du conseil, d'un représentant des parents/responsables légaux, d'un cuisinier et d'un élève. Le conseil est chargé de la supervision du fonctionnement de la cantine, de la mobilisation des ressources, de l'achat des produits locaux, de la sensibilisation à la nutrition et à la santé, de l'éducation à la santé, des activités de promotion et de la comptabilité.

Données probantes sur l'impact du programme

Il est difficile d'arriver à des conclusions concrètes concernant l'efficacité du Programme national d'alimentation scolaire. Mais compte tenu de la scolarisation universelle et de la réduction du taux de pauvreté dans le pays, on peut dire que les objectifs initiaux (la prévention de l'insécurité alimentaire sévère dans les années 1970 et 1980 et l'amélioration de la scolarisation et de la protection sociale dans les années 1990 et 2000) ont été atteints. On peut supposer que le Programme national d'alimentation scolaire a contribué à ces résultats, mais aucune évaluation des répercussions n'a été menée pour mesurer son impact (Agence luxembourgeoise de coopération pour le développement, 2012; République de Cabo Verde, 2012).

À Cabo Verde, le Gouvernement et les communautés sont manifestement attachés à la diversification des repas scolaires et à la création de liens avec la production locale. Le fait que les denrées alimentaires et leur préparation représentent 80 pour cent des coûts de fonctionnement du programme laisse penser que les pratiques de gestion sont efficaces en matière de réduction des frais généraux. Certaines questions demeurent en revanche pour ce qui est de la couverture et du recouvrement des coûts (*Global School Feeding Sourcebook: Lessons from 14 Countries* 2016).

Références

Cape Verdean Student Welfare Foundation (FICASE) (2012). Données financières. Documents internes consultés en novembre 2012 avec M. Mirabile. FICASE: Praia (Cabo Verde)

Council of Ministers (2010). Lei de Bases do Sistema Educativo, Decreto-Legislativo No.2/2010 [Loi fondamentale sur le système éducatif, Décret législatif n° 2/2010] (adopté le 7 mai 2010).

Drake L, Woolnough A, Burbano C, Bundy D (sous la direction de) (2016). *Global School Feeding Sourcebook: Lessons from 14 Countries* (2016). Imperial College Press, ISBN 9781783269112: New Jersey. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/24418> License: CC BY-NC.

Luxembourg Agency for Development Co-operation (LuxDev) (2012). *Relatorio de analise do impacto nutricional das cantinas escolares em Cabo Verde [An analysis of the nutritional impact of school canteens in Cabo Verde]*. FICASE: Praia, Cabo Verde.

Mirabile M (2012). *Cape Verde: The Transition to a National School Feeding Program*. WFP: Praia.

Republic of Cabo Verde (2012). *Estratégia de Crescimento e de Redução da Pobreza III [Stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté III] (2012 2016)*. <http://www.mindbank.info/item/3807>.

Semedo JDS (2012). *Funcionamento do Programa Nacional de Alimentação escolar 2011/12; Ganhos e Desafios [Functioning of the National School Feeding Program 2011/12; Achievements and Challenges]*. Présentation à la Conférence "Reflectir sobre a Sustentabilidade da Alimentação e Saúde nas Escolas" [Réflexions sur la durabilité de l'alimentation et de la santé dans les écoles], 24-26 Octobre 2011, Cidade de Nova Sintra Ilha Brava. FICASE: Praia.

G. Essais pilotes de l'Initiative OMS des écoles amies de la nutrition au Bénin et au Burkina Faso

Étude de cas présentée par l'Organisation mondiale de la santé – Bénin et Burkina Faso (2006-2016)

Le projet pour les écoles

L'Organisation mondiale de la santé et ses partenaires ont lancé l'Initiative des écoles amies de la nutrition en 2006 pour lutter contre le double défi que représentent la dénutrition et la surnutrition, le premier programme pilote de ce type dans les écoles primaires d'Afrique de l'Ouest. Elle a été mise en place dans les villes, car dans les pays à faible revenu, la transition nutritionnelle est davantage susceptible de mener au double fardeau de la malnutrition dans les zones urbaines. Douze établissements scolaires ont été sélectionnés et ont bénéficié d'interventions menées par les ministères de l'éducation. Par ailleurs, l'organisation Helen Keller International (HKI) était engagée dans la mise en œuvre de l'Initiative au Burkina Faso, et l'Institut régional de santé publique y a contribué au Bénin.

Quelque 4 000 élèves ont participé au projet à Cotonou (Bénin), et 2 500 autres à Ouagadougou (Burkina Faso). Dans ce pays, six écoles ont servi de témoin afin d'évaluer l'impact du projet. Des comités de la santé et de la nutrition ont été créés dans les écoles sélectionnées afin d'entreprendre les premières évaluations, de décider des actions nécessaires et de les mettre en œuvre. Les comités comprenaient des enseignants, des parents, des élèves, des responsables locaux, du personnel de santé et d'autres membres de la communauté.

Conformément à l'esprit d'autonomisation de la promotion de la santé, les écoles pilotes n'ont pas suivi un programme d'intervention prédéfini, mais se sont principalement appuyées sur les ressources locales qu'elles pouvaient mobiliser, sauf pour ce qui est de la formation des enseignants en matière d'éducation à la nutrition, en particulier concernant la préparation de repas scolaires sains, et la surveillance nutritionnelle (anthropométrique) des élèves. Des ateliers de planification annuels ont été organisés à l'intention des comités scolaires, avec l'appui de l'OMS et du projet Double Fardeau nutritionnel (DFN), un programme de partenariat qui lutte contre le double fardeau de la malnutrition en Afrique de l'Ouest.

Dans les deux pays, les vendeurs de rue ont reçu une formation afin d'améliorer l'hygiène et la valeur nutritionnelle des produits alimentaires vendus aux élèves. Outre qu'elles intégraient la nutrition dans le programme scolaire, les activités comprenaient également des manifestations scolaires sur la nutrition, des mesures d'assainissement, du jardinage et l'élevage de volailles.

Les résultats

Dans les deux villes, une évaluation du processus (Delisle et al., 2013) révèle que l'Initiative des écoles amies de la nutrition a présenté des résultats prometteurs après 4 à 5 ans en matière de mobilisation des écoles et des communautés en faveur d'une meilleure nutrition et d'une meilleure santé. Au Burkina Faso, l'étude de référence menée auprès de quelque 700 élèves de CM2 a révélé des taux élevés d'anémie et de carence en vitamine A (40 pour cent et 38 pour cent, respectivement). La présentation des résultats au Gouvernement et aux autres parties prenantes (Daboné et al., 2011) a débouché sur une politique publique visant à intégrer les écoles urbaines, outre les écoles rurales, dans le programme de repas scolaires.

Les élèves en excès pondéral (4 pour cent) étaient moins nombreux que ceux souffrant d'un retard de croissance (8 pour cent) et de maigreur (9 pour cent), mais les habitudes alimentaires laissaient présager la possibilité d'excès pondéral et de maladies connexes à long terme, en raison de la consommation plus fréquente d'aliments malsains, comme des boissons sucrées, que d'aliments sains comme les fruits et les légumes (Daboné et al., 2012; Daboné et al., 2013). Après cinq ans, l'incidence de la maigreur était moindre dans les écoles participant au programme que dans les écoles témoins, mais la tendance à l'excès pondéral était plus forte dans les premières (document présenté par El Khouri Edde et al., 2017). L'anémie et les carences en vitamine A avaient baissé plus fortement dans les écoles du programme, même si les taux restaient élevés (>25 pour cent). Les évolutions des habitudes alimentaires et des pratiques d'hygiène sont encore en cours d'analyse.

Conclusions

L'expérience de l'Initiative des écoles amies de la nutrition s'est révélée positive au Bénin et au Burkina Faso. Les résultats laissent penser que le Burkina Faso, en particulier, commence sa transition nutritionnelle, mais que la tendance à la hausse de l'excès pondéral, ainsi que les carences persistantes en micronutriments, sont préoccupantes et nécessitent des efforts soutenus pour améliorer l'état nutritionnel général des enfants d'âge scolaire. Les ressources limitées dont disposent les ménages et les établissements scolaires s'avèrent être un obstacle majeur qui empêche ces populations à faible revenu de tirer pleinement profit de l'Initiative. Néanmoins, il est encourageant de noter que l'Initiative a été maintenue, au moins en partie, après l'épuisement des financements extérieurs, et qu'elle a influencé positivement les politiques nutritionnelles scolaires dans les deux pays.



Références

Daboné C, Receveur O, Delisle H (2011). Poor nutritional status of schoolchildren in urban and peri-urban areas of Ouagadougou. *Nutrition Journal* 19 avril 2011; 10:34. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3103411/>.

Daboné C, Delisle H, Receveur O (2012). Cardiometabolic Risk Factors and Associated Features in 5th Grade Schoolchildren in Ouagadougou, Burkina Faso (West Africa). *International Journal of Child Health and Nutrition* 2012; doi: <http://dx.doi.org/10.6000/1929-4247.2012.01.02.3>.

Daboné C, Delisle H, Receveur O (2013). Predisposing, facilitating and reinforcing factors of healthy and unhealthy food consumption in schoolchildren: a study in Ouagadougou, Burkina Faso (West Africa). *Global Health Promotion* 2013; 20: 68-77, Union internationale de promotion de la santé et d'éducation pour la santé (UIPES).

Delisle H, Receveur O, Agueh V, Nishida C (2013). Pilot-testing of the Nutrition-Friendly School Initiative in West Africa in Ouagadougou (Burkina Faso) and Cotonou (Benin). *Global Health Promotion* 2013; 20: 39-49, Union internationale de promotion de la santé et d'éducation pour la santé (UIPES).

Submitted: El Khouri Edde C, Delisle H, Dabone C, Batal M. *Impact of the Nutrition-Friendly School Initiative: Analysis of anthropometric and biochemical data among school-aged children in Ouagadougou.*

H. Diversification de l'alimentation scolaire et achats institutionnels de produits alimentaires au Brésil

Étude de cas présentée par Bioversity International – Brésil (2012-2017)

Bien que le pays abrite environ 18 pour cent de la diversité végétale du monde, l'agriculture et la sécurité alimentaire sont, dans une large mesure, tributaires de cultures et d'espèces exotiques ou introduites. Une trop petite partie de cet immense trésor de biodiversité arrive, si tout est qu'elle y parvienne, dans les assiettes des cantines scolaires. Paradoxalement, une grande partie de cette biodiversité négligée est très nutritive et pourrait fournir des solutions durables aux défis que sont la diversification des repas scolaires, la fourniture d'une alimentation plus saine et la lutte contre les carences nutritionnelles et les autres problèmes liés à la malnutrition. Au Brésil, comme ailleurs, de nombreux obstacles entravent une meilleure intégration de la biodiversité en faveur de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, y compris dans les repas scolaires et les achats institutionnels de produits alimentaires (Beltrame et al., 2016; Hunter et al., 2015 et 2016).

Biodiversity for Food and Nutrition (BFN, <http://www.b4fn.org/>) travaille en collaboration avec le cadre institutionnel multisectoriel mis en place en 2003 dans le cadre de la Stratégie «Faim Zéro» du pays en vue de lever certains de ces obstacles en ciblant stratégiquement le Programme brésilien d'achats alimentaires (PAA) et le Programme national d'alimentation scolaire (PNAE) qui constituent deux instruments majeurs de politique publique offrant le meilleur potentiel pour diversifier les achats institutionnels de denrées alimentaires et améliorer les régimes alimentaires, tout en soutenant l'agriculture familiale et en favorisant la conservation de la biodiversité et son utilisation durable. Ces deux programmes constituent des points d'entrée utiles pour améliorer la nutrition ou les moyens d'existence liés à la biodiversité endémique. Au moins 30 pour cent des aliments achetés à l'aide des fonds fédéraux par l'intermédiaire de PNAE doivent être directement achetés à des exploitants familiaux; le PNAE et PAA versent en outre une prime pouvant aller jusqu'à 30 pour cent sur le prix des produits biologiques ou agroécologiques, et donnent la priorité aux exploitants réinstallés par la réforme agraire, aux Quilombolas et aux communautés autochtones.

Le PAA soutient également les travaux menés par les organisations d'agriculteurs familiaux visant à sauvegarder, produire, stocker et distribuer les semences de variétés locales ou traditionnelles en achetant les semences produites par les agriculteurs, les familles et les communautés qui connaissent un accès précaire à l'alimentation. Ce faisant, ces programmes ouvrent la voie à l'utilisation des ressources naturelles issues des divers écosystèmes brésiliens, encouragent la mise en place de nouveaux marchés institutionnels pour les produits issus de la biodiversité et favorisent la gestion et l'utilisation durable des produits alimentaires et de la biodiversité agricole du pays (MMA, 2006).

Pour enrichir la base de connaissances du PAA et du PNAE, des analyses de la composition nutritionnelle des espèces prioritaires sont effectuées en partenariat avec les universités publiques et les instituts de recherche dans tout le pays, au moyen de méthodes mises au point par la FAO et le Réseau international des systèmes de données sur l'alimentation (INFOODS). Plus de 100 étudiants, professeurs et chercheurs travaillent actuellement dans ce domaine et premiers résultats indiquent que de nombreux fruits endémiques prioritaires sont plus riches en nutriments que les fruits exotiques de consommation courante au Brésil.

Le fait de travailler par l'intermédiaire de partenaires régionaux permet le renforcement des capacités dans les différentes régions, ce qui facilite la mise en place de «centres régionaux pour les données sur la composition des aliments», et sensibilise les étudiants, les chercheurs et les professeurs à l'importance de la composition des aliments et de la biodiversité pour l'alimentation et la nutrition. Ces groupes jouent un rôle de relais au sein des établissements d'enseignement et de recherche, créent de nouvelles capacités humaines et font office de guides d'opinion, de chefs de file et de conseillers stratégiques. Certaines des universités partenaires sont des Centres de collaboration sur l'alimentation et la nutrition (CECANE), en lien avec le PNAE, et offrent un soutien technique et en matière de recherche. En fournissant une assistance technique et un renforcement des capacités aux responsables municipaux, aux directeurs d'établissements scolaires et aux cuisiniers chargés de mettre en œuvre le PNAE, le partenariat peut gérer l'intégration de produits issus de la biodiversité dans les repas scolaires. Les autres activités permettant de promouvoir les aliments brésiliens issus de la biodiversité dans le PNAE et le PAA sont notamment:

- La création de recettes utilisant des espèces prioritaires afin de favoriser leur intégration dans les repas scolaires.
- Des ateliers de sensibilisation pour le personnel technique directement associé à la mise en œuvre des politiques pertinentes au niveau fédéral, y compris le Fonds national pour le développement de l'éducation (FNDE), chargé de la coordination du PNAE.
- Des partenariats avec l'initiative «Éduquer grâce aux jardins scolaires et à la gastronomie» afin de diversifier les programmes éducatifs en utilisant les jardins scolaires et la gastronomie en tant qu'outils pédagogiques pour promouvoir de bonnes habitudes alimentaires, la reconnaissance des ingrédients et des recettes régionaux, l'apprentissage des techniques culinaires et l'expérience des saveurs, des textures et des arômes des aliments issus de la biodiversité endémique.
- La collaboration avec la Politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition (PNAN) en vue de multiplier les possibilités d'intégrer la biodiversité dans les programmes d'achats fédéraux, ainsi que dans le Programme santé à l'école de la PNAN.
- Des contributions à la nouvelle version des recommandations alimentaires pour la population brésilienne (MS, 2014), lancée par la PNAN, qui prend en considération les régimes alimentaires sains découlant des systèmes alimentaires durables d'un point de vue social et environnemental, et souligne l'importance de la biodiversité.
- Des contributions à la nouvelle édition des Produits alimentaires régionaux du Brésil (MS, 2015) qui comprend un chapitre sur «la biodiversité en faveur de l'alimentation et de la nutrition» qui fait la promotion de la biodiversité endémique et des aliments régionaux en proposant des recettes et des informations nutritionnelles.
- Le renouveau des compétences culinaires qui utilisent les aliments régionaux et la biodiversité endémique.
- L'élaboration d'une nouvelle politique «Sociobiodiversité brésilienne: plantes alimentaires endémiques ayant une valeur nutritionnelle» (Ordonnance n° 163, 2016), qui reconnaît et définit pour la première fois de manière officielle la biodiversité endémique nutritive. L'ordonnance devrait faciliter l'approvisionnement en espèces issues de la biodiversité endémique et leur intégration dans les programmes d'alimentation scolaire.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour juger, les premiers résultats de ce partenariat sont encourageants. Les changements de comportements et d'attitudes sont déjà visibles au sein des ministères et des partenaires institutionnels fédéraux participant au projet BFN. Les dépenses institutionnelles consacrées à la biodiversité locale sont en augmentation. Ainsi, dans le cadre du PAA, les dépenses consacrées aux produits issus de la biodiversité sont passées de 5,36 pour cent en 2012 à 10,99 pour cent en 2015.

L'investissement dans les produits issus de la biodiversité endémique reste modeste comparé au total des achats alimentaires, mais des initiatives ciblées ont permis d'intégrer la biodiversité endémique dans les régimes alimentaires de leurs bénéficiaires, et sont donc devenues des outils stratégiques au service de la conservation et de l'utilisation durable des divers produits alimentaires. Ces initiatives constituent un aperçu du potentiel commercial, en termes de quantité et de nombre, des produits et des espèces alimentaires endémiques dans ces politiques et dans d'autres marchés institutionnels.

Références

Beltrame DM, Oliveira CNS, Borelli T, de Andrade Cardoso Santiago R, Monego ET, Vera de Rosso V, Coradin L, Hunter D (2016). Diversifying institutional food procurement – opportunities and barriers for integrating biodiversity for food and nutrition in Brazil. *Revista Raízes*, Vol. 36 (2), Juillet-décembre 2016.

Brazilian Ministry of the Environment (MMA) (2006). *The Brazilian Government Cross-cutting Initiative on Biodiversity, Food and Nutrition*. http://www.mma.gov.br/estruturas/sbf_agrobio/publicacao/89_publicacao13042009030729.pdf.

Hunter D, Burlingame B, Remans R (2015). Biodiversity and nutrition. *Connecting Global Priorities: Biodiversity and Human Health – a State of Knowledge Review*. Convention sur la diversité biologique/Organisation mondiale de la santé (OMS).

Hunter D, Özkan I, Moura de Oliveira Beltrame D, Lokuge Gamini Samarasinghe W, Wafula Wasike V, Charrondièrre UR, Borelli T, Sokolow J (2016). Enabled or disabled: Is the environment right for using biodiversity to improve nutrition. *Frontiers in Nutrition*, Vol. 3, pp. 1-6.

I. Biodiversité alimentaire et nutritionnelle dans le Comté de Busia (Kenya occidental)

Étude de cas présentée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – Kenya occidental (2015-2017)

Dans le Comté de Busia (Kenya occidental), le projet BFN, financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) avec l'appui du Centre australien de recherche agricole internationale (ACIAR), collabore avec les autorités locales, les prestataires de services, les agriculteurs, les établissements scolaires et les hôpitaux afin de promouvoir la conservation et l'utilisation de la biodiversité locale et d'améliorer l'état nutritionnel de la population, notamment de groupes vulnérables comme les écoliers (Hunter et al., 2017).

La malnutrition est fréquente dans le comté de Busia. Avec les enfants de moins de cinq ans (parmi lesquels 26,6 pour cent présentent un retard de croissance, 4 pour cent souffrent de dépérissement et 11 pour cent sont en insuffisance pondérale), les écoliers font partie des membres de la population les plus vulnérables. Comme les programmes d'alimentation scolaire parrainés par les pouvoirs publics s'adressent en priorité aux communautés des régions arides et semi-arides du pays, la plupart des écoles primaires du comté de Busia sont dans l'incapacité de proposer des repas à leurs élèves. Dans le meilleur des cas, elles fournissent des repas simples et peu variés constitués d'un gruau à base de maïs ou des mélanges maïs-haricots, accompagnés de viande et de différents choux en fonction de la saison. De nombreux aliments traditionnels, à valeur nutritive élevée et issus de la biodiversité, sont trop onéreux pour les écoles, et la priorité est ainsi donnée à des produits moins chers mais moins nutritifs, car ils peuvent être achetés en plus grande quantité. Parallèlement, les politiques, les programmes et les mesures incitatives, qui sont axés sur quelques céréales de base énergétiques (principalement le maïs) favorisent la disparition progressive de nombreuses espèces à valeur nutritive élevée des champs et des assiettes.

Mis en place pour promouvoir la connaissance et l'utilisation de la biodiversité locale en vue d'améliorer la diversité des apports alimentaires et la nutrition et de faciliter l'accès des agriculteurs aux marchés, le projet BFN, soutenu par l'ACIAR, a renforcé les capacités des groupes d'agriculteurs, et en particulier des femmes, à fournir des légumes-feuilles africains traditionnels et riches en nutriments comme l'amarante, le chou africain, la crotalaire, le niébé et la morelle noire, tout en développant des chaînes d'approvisionnement pilotes avec les acheteurs institutionnels afin de combler les lacunes des marchés (Wasike et al., 2016). Un programme de formation reposant sur l'approche des écoles d'entrepreneuriat agricole a été mis en place pour former 25 groupes d'agriculteurs à répondre à la demande du marché en ce qui concerne les légumes-feuilles africains, des études de marché ont été réalisées et les institutions susceptibles d'être intéressées par ces produits ont été recensées.

Depuis le déploiement de ce programme, cinq groupes d'agriculteurs ont conclu un accord avec 11 établissements scolaires et un hôpital concernant la fourniture de légumes-feuilles africains, et trois groupes de jeunes ont remporté le marché pour fournir trois autres établissements. Les groupes d'agriculteurs ont élaborés des plans d'activité, ce qui leur permet d'organiser leurs entreprises et de suivre l'offre et la demande. Certains groupes d'agriculteurs ont adopté des approches nouvelles pour réduire les coûts de transport et éviter les pertes alimentaires, comme la culture des légumes directement dans l'enceinte des écoles. De ce fait, les écoles en question disposent d'une source d'approvisionnement fiable et constante de légumes-feuilles africains de qualité, et les agriculteurs ont réduit leurs coûts et trouvé un acheteur fiable pour leur production.

Une autre composante, fondamentale, du projet est la sensibilisation à la valeur nutritionnelle de ces cultures endémiques, souvent écartées car considérées comme «nourriture du pauvre». Un atelier de formation portant sur divers sujets, comme la nutrition ou les méthodes permettant de démarrer et d'entretenir durablement un jardin scolaire, a été organisé dans le comté de Busia; il ciblait différentes parties prenantes, notamment les directeurs d'établissements scolaires, qui sont ensuite en mesure de transmettre les connaissances aux enfants grâce à des

activités pratiques. Ainsi, le projet BFN, soutenu par l'ACIAR, a contribué à la mise en place de jardins scolaires qui ont servi de parcelles de démonstration pour toute une gamme d'aliments traditionnels, afin de sensibiliser les élèves, leur famille et la communauté dans son ensemble à l'importance d'un régime alimentaire sain et équilibré d'un point de vue nutritionnel. L'École d'entrepreneuriat agricole a également proposé des séances et des activités sur la nutrition, les groupes d'aliments et une alimentation saine, en plus des séances plus traditionnelles axées sur les activités commerciales.

Enfin, même si les écoles constituent un marché important pour les légumes-feuilles africains, il est possible que ces établissements n'aient pas la capacité d'écouler toute la production annuelle, ce qui signifie que d'autres débouchés (comme les cliniques prénatales et les centres de santé communautaires) doivent être recherchés. Il s'avère cependant que la culture des légumes-feuilles africains à des fins commerciales se développe progressivement dans le comté de Busia, et que de plus en plus d'agriculteurs souhaitent investir davantage de ressources dans leur production et leur commercialisation (Bioversity International, 2017). À mesure que les agriculteurs seront capables de produire des quantités adaptées de ces produits, ils auront la possibilité de se faire une place sur ce marché en croissance.

Références

Hunter D, Beltrame D, Wasike V (2017). *Diversifying public food procurement and school feeding – a tale of two countries*. Association européenne pour l'amélioration des plantes (EUCARPIA) – Crop Diversity in a Changing World: Mobilizing the Green Gold of Plant Genetic Resources, 8-11 mai 2017, Montpellier, France.

Wasike V, Manjella A, Buluma W, Borelli T, Hunter D (2016). *Linking farmers, indigenous vegetables and schools in Western Kenya for improved nutrition*. Australian Centre for International Agricultural Research (ACIAR) Food Security Meeting for Africa, Nairobi, Kenya, 6 octobre 2016.

Bioversity International (2017). *African leafy vegetables go back to school in Kenya*. Annual report 2016. <https://www.bioversityinternational.org/ar2016/african-leafy-vegetables-go-back-to-school-in-kenya/>.



J. Slovénie: Normes relatives à l'équilibre nutritionnel des repas scolaires

Étude de cas présentée par l'Organisation mondiale de la Santé – Slovénie (2010-2016)

Des programmes de santé et de nutrition scolaires, y compris les repas scolaires, ont été mis en place depuis longtemps dans les pays européens, à travers des initiatives régionales et nationales telles que l'Initiative des écoles amies de la nutrition de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS, 2017).

La Slovénie possède une tradition bien établie de fourniture de repas scolaires. La première loi relative à la nutrition en milieu scolaire a été adoptée en 1953. Depuis, la Slovénie a investi dans la santé des enfants en fournissant des repas à tous les enfants des écoles primaires et secondaires. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, toutes les écoles primaires slovènes ont été équipées de cuisines et de réfectoires.

L'arrêté de 2010 relatif aux repas scolaires, modifié en 2013 (Uradni, 2010), ainsi que les directives alimentaires nationales pour une nutrition saine dans les crèches (Gabrijelčič et al., 2005) définies dans cet arrêté, établissent les normes du Programme national de repas scolaires (PNAE) qui prévoit la fourniture par les écoles d'au moins un repas équilibré par jour à l'ensemble des élèves. Ce repas consiste généralement en une collation servie en milieu de matinée ou un déjeuner, et doit être conforme aux exigences énergétiques et nutritionnelles, ainsi qu'à une liste spécifique d'aliments recommandés ou déconseillés. Les directives nationales fournissent également une liste d'aliments déconseillés dans les repas scolaires et qui ne peuvent être introduits que rarement et en faible quantité. Les cuisines scolaires disposent d'une liste d'aliments plus sains.

L'arrêté exige que les écoles définissent le contenu et les quantités des repas scolaires, ainsi les activités éducatives et de formation qui s'y rapportent, et qu'elles encouragent une culture alimentaire saine dans le cadre de leurs plans d'activités annuels. L'école joue ainsi un rôle déterminant dans le développement de connaissances relatives aux aliments sains, aux habitudes alimentaires saines et à la culture alimentaire. Elle enseigne également aux élèves à se montrer responsables vis-à-vis d'eux-mêmes et de leur santé. Lors de la préparation des aliments, les crèches, les écoles et les autres institutions doivent respecter les directives professionnelles établies par le Conseil national d'experts pour l'éducation, et définir les aspects éducatifs et sanitaires des repas scolaires. Suite aux recommandations de la résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé (WHA 63.14, 2010), une interdiction totale des distributeurs automatiques d'aliments et de boissons dans les environnements scolaires a été introduite en 2010. Cette interdiction a été maintenue malgré la résistance notable du secteur de l'industrie (contestation sans succès auprès de la Cour Constitutionnelle de Slovénie en 2010).

L'organisation des repas scolaires est conforme aux directives alimentaires du pays (Gabrijelčič et al., 2005) qui régissent les activités éducatives ayant trait aux repas scolaires, les politiques et les instructions des experts. Ces directives comprennent des critères de sélection de denrées alimentaires et de plans alimentaires élaborés par des experts du secteur de la santé et préparés par un groupe de travail interdisciplinaire sous l'égide de l'Institut national de l'éducation.

Le programme est mis en œuvre par le Ministère de l'éducation, des sciences et du sport, en collaboration avec le Ministère de la santé, l'Institut national de l'éducation et l'Institut national de la santé publique. Selon des données courantes, le Programme national de repas scolaires fournit une collation et un déjeuner aux enfants scolarisés dans le cycle primaire (98,6 pour cent et 78,3 pour cent des élèves respectivement), et un déjeuner ou une collation à 65,8 pour cent des élèves du cycle secondaire. Tous les élèves peuvent profiter de ce programme; les collations sont entièrement subventionnées pour les élèves issus de familles à faible revenu (Uradni, 2010). Par ailleurs,

afin d'assurer des repas équilibrés, le programme est également associé à des initiatives complémentaires telles qu'un plan de distribution hebdomadaire de fruits et de légumes qui couvre actuellement 90,5 pour cent des élèves du cycle primaire. Ce plan offre généreusement des fruits et légumes frais; les produits secs ou en conserve ne sont inclus qu'occasionnellement (moins de dix pour cent). Les autres activités touchent notamment l'éducation nutritionnelle, les cours de cuisine, les dégustations, les potagers scolaires, les visites de fermes et la promotion de l'achat d'aliments locaux (Uradni, 2010).

Des évaluations complètes effectuées récemment par l'Institut national de la santé publique (Gregorič et al., 2015; Plan d'action pour l'alimentation et la nutrition 2016) ont montré que les déjeuners scolaires répondaient aux besoins en protéines, sucre, matières grasses totales et graisses saturées, mais étaient particulièrement pauvres en énergie, en glucides et en fibres alimentaires, notamment en raison de la faible inclusion de produits laitiers et de légumes. Des teneurs élevées en sodium ont également été observées, attribuables à l'utilisation d'aliments hautement transformés. Le respect des directives alimentaires et de la qualité des repas variait en fonction des écoles et des régions, selon un schéma reflétant la disponibilité des ressources et des capacités: les écoles ayant le plus d'élèves et se situant dans les régions dont le statut socioéconomique était plus élevé respectaient plus souvent les directives. L'évaluation a recommandé des mesures à l'appui de la sélection et de la préparation plus saines des aliments par les gérants des services alimentaires, à travers des actions telles que l'éducation et la formation nutritionnelles.

Références

Gabrijelčič Blenkuš M, Pograjc L, Gregorič M, Adamič M, Čampa A (2005). *Smernice zdravega prehranjevanja v vzgojno izobraževalnih samovar: od prvega leta starosti naprej* [Directives alimentaires nationales pour une nutrition saine dans les crèches et les écoles]. Ministère de la santé slovène Ljubljana.

Gregorič M, Pograjc L, Pavlovec A, Simčič M, Gabrijelčič Blenkuš M (2015). School nutrition guidelines: overview of the implementation and evaluation. [Directives nutritionnelles à l'intention des écoles: mise en œuvre et évaluation]. *Public Health Nutrition*, 18 (09), pp. 1582-1592.

République de Slovénie, Ministère de l'éducation, des sciences et du sport (2010). *Smernice za prehranjevanje v vzgojno-izobraževalnih zapodid* [Directives alimentaires à l'intention des crèches et des établissements d'enseignement]. http://www.mizs.gov.si/fileadmin/mizs.gov.si/pageuploads/podrocje/Prehrana/Smernice_prehrana_2010.pdf.

République de Slovénie, Institut national de santé publique (2016). Evaluation of the Food and Nutrition Action Plan. http://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0012/320520/FNAP-Slovenia-upgraded-2016.pdf?ua=1.

Uradni list RS [Journal officiel de la République de Slovénie] (2010). Zakon o šolski prehrani [Loi relative à la nutrition en milieu scolaire] (ZŠolPre). Uradni list 43: Ljubljana. <https://www.uradni-list.si/glasilo-uradni-list-rs/vsebina/111596>.

Organisation mondiale de la Santé (OMS). Initiative des écoles amies de la nutrition (page web consultée en juillet 2017). http://www.who.int/nutrition/topics/nutrition_friendly_schools_initiative/en/.

Organisation mondiale de la Santé (OMS). Publicité et commercialisation des aliments et boissons destinés aux enfants (résolution WHA 63.14). <http://www.who.int/dietphysicalactivity/marketing-food-to-children/en/>.

K. Philippines: Choix de boissons et d'aliments sains en milieu scolaire

Étude de cas présentée par l'Organisation mondiale de la Santé – Philippines (2017)

En mars 2017, le Département de l'éducation des Philippines (DepEd) a mis au point de nouvelles normes relatives aux aliments servis, vendus et promus dans les écoles. Grâce à sa politique et ses directives concernant le choix d'aliments et de boissons sains dans les écoles et les bureaux du Département de l'éducation, le Gouvernement espère accroître la disponibilité d'aliments sains et nutritifs et encourager une alimentation saine chez les élèves, les enseignants et les autres personnels (DepEd, 2017). Selon la définition du Département de l'éducation, une alimentation saine permet d'atteindre un bon équilibre énergétique et un poids sain, limite les graisses saturées, le sucre et le sel, élimine les gras trans, et privilégie la consommation de fruits, de légumes, de légumineuses, de céréales complètes et de noix.

La politique a été élaborée suite à l'annonce de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en 2017 selon laquelle la malnutrition sous toutes ses formes constitue une menace importante pour la santé humaine. La politique est également alignée sur le Plan d'action pour la nutrition des Philippines 2017-2022, qui a été approuvé en février 2017 par le Conseil de direction du Conseil national pour la nutrition. Le Plan comprend un programme de promotion de la nutrition dans les écoles par la création d'un environnement alimentaire plus sain.

Les Philippines sont confrontées au double fardeau de la malnutrition, notamment la coexistence au sein d'une même population de la dénutrition et de l'excès de poids ou de l'obésité. L'enquête menée par l'Institut de recherche sur l'alimentation et la nutrition, sur la mise à jour de 2015 concernant l'état nutritionnel des enfants philippins et d'autres groupes de populations, a suggéré que 31,1 pour cent des enfants âgés de 5 à 10 ans souffraient de retards de croissance, 31,2 pour cent présentaient une insuffisance pondérale, 8,4 pour cent étaient émaciés et 8,6 pour cent étaient atteints d'obésité ou de surcharge pondérale. Parmi les enfants âgés de 10 à 19 ans, 31,9 pour cent présentaient des retards de croissance, 12,5 pour cent étaient émaciés et 9,2 pour cent étaient atteints de surcharge pondérale ou d'obésité (Département des sciences et des technologies de l'Institut de recherche sur l'alimentation et la nutrition, 2015). Le Rapport sur l'état nutritionnel des écoliers âgés de 5 à 12 ans pour l'année scolaire 2016-2017 a montré que 3,64 pour cent étaient gravement émaciés, 9,34 pour cent étaient émaciés, 2,10 pour cent présentaient une surcharge pondérale et 0,65 pour cent étaient obèses (DepEd, non publié). Par contre, l'enquête générale réalisée en 2015 sur la santé scolaire des lycéens âgés de 13 à 15 ans a révélé que 10,7 pour cent présentaient une insuffisance pondérale, 10,1 pour cent présentaient une surcharge pondérale et 2,4 pour cent étaient obèses (OMS, 2015).

La politique énonce les règlements concernant les aliments et boissons qui peuvent être dans les écoles. Selon un modèle national de profil nutritionnel spécialement conçu à cet effet, l'alimentation scolaire est répartie en trois catégories, rouge, jaune et verte, qui indiquent la fréquence à laquelle un aliment peut être servi. Les aliments «verts» doivent être servis fréquemment, contiennent une large gamme de nutriments et sont généralement pauvres en graisses, sucre et sel. Cette catégorie comprend des aliments tels que les fruits et les légumes ayant subi peu ou aucune transformation, ainsi que les viandes maigres. Les aliments «jaunes» doivent être servis uniquement de manière occasionnelle et ne pas être consommés en grande quantité, par exemple les jus et les biscuits. Enfin, les aliments «rouges» contiennent de grandes quantités de graisses saturées, de sucre ou de sel, et sont donc à proscrire.

L'arrêté régleme également la promotion d'aliments et de boissons non alcoolisées aux enfants. Parmi les outils de promotion qui ne seront plus autorisés dans les écoles et les bureaux du Département de l'éducation, la publicité pour des aliments et des boissons ne satisfaisant pas aux exigences nutritionnelles via des distributeurs automatiques et des réfrigérateurs de marque, des panneaux publicitaires, des parrainages et des promotions.

L'arrêté encourage également les responsables des écoles à travailler en collaboration avec les collectivités locales à l'élaboration de législations locales limitant la promotion d'aliments et de boissons non sains dans un rayon d'au moins cent mètres de l'école.

La politique cite d'autres outils contribuant à une alimentation plus saine, notamment le Guide alimentaire Pinggang Pinoy qui comporte des illustrations de repas nutritifs en portions convenables. Elle encourage également les écoles à favoriser l'activité physique au cours de la journée (Département des sciences et des technologies de l'Institut de recherche sur l'alimentation et la nutrition, 2014). Ce guide complète les Directives nutritionnelles à l'intention des Philippines, intitulé «10 Kumainments».

L'arrêté du Département de l'éducation s'inscrit dans le prolongement d'un ensemble d'activités menées par le Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental, dont un atelier de travail régional portant sur la réglementation de la promotion et de la vente d'aliments et de boissons non alcoolisées dans les écoles, des publications récentes telles que «Be smart drink water: a guide for school principals in restricting the sale and marketing of sugary drinks in and around schools» (Soyez futés, buvez de l'eau: guide à l'intention des directeurs des écoles en vue de limiter la vente et la promotion de boissons sucrées à l'intérieur et autour des écoles), un appel aux pays en faveur de la restriction de la vente et de la promotion d'aliments riches en sucre, sel et matières grasses, la mise au point de normes alimentaires et l'augmentation de la disponibilité et de l'accessibilité des options de santé (Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental, 2016a et 2016b).

Références

Département de l'éducation des Philippines (2017). *Policy and Guidelines on Healthy Food and Beverage Choices in Schools and in DepEd Offices*. <http://www.deped.gov.ph/orders/do-13-s-2017>.

Département de l'éducation des Philippines (2017). *Nutritional Status Report of Students for School Year 2016-2017*. Non publié.

Département des sciences et des technologies, Institut de recherche sur l'alimentation et la nutrition (2015). *The Double Burden of Malnutrition in the Philippines: Updating of the Nutritional Status of Filipino Children and Other Population Groups*. <http://www.fnri.dost.gov.ph/images/sources/Dissemination/ARMM.pdf>.

Département des sciences et des technologies, Institut de recherche sur l'alimentation et la nutrition (2014). *Pinggang Pinoy*. <http://www.fnri.dost.gov.ph/index.php/116-pinggang-pinoy>.

Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2015). Global school-based student health survey (GSHS) in the Philippines. <http://www.who.int/chp/gshs/philippines/en/>.

Organisation mondiale de la Santé (OMS) (page web consultée en juillet 2017). *Double burden of malnutrition*. <http://www.who.int/nutrition/double-burden-malnutrition/en/>.

Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique Ouest (2016a). *Be smart drink water: a guide for school principals in restricting the sale and marketing of sugary drinks in and around schools*. <http://iris.wpro.who.int/handle/10665.1/13218>. Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique Ouest: Manille.

Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique Ouest (2016b). *Regional Workshop on Regulating the Marketing and Sale of Foods and Non-alcoholic Beverages at Schools, Manila, Philippines, 1-3 Juin 2016: rapport de la réunion*. <http://iris.wpro.who.int/handle/10665.1/13419>. Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique Ouest: Manille.

L. The Botswana School Feeding Program (BSFP) (Programme d'alimentation scolaire du Botswana) - autonomie et bonne gouvernance

Étude de cas présentée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) - Botswana (2013)

Présentation générale et contexte historique

Le Programme d'alimentation scolaire du Botswana est l'un des projets d'alimentation scolaire les plus anciens. Le projet a vu le jour en 1965, à l'initiative du premier Président du Botswana, M. Seretse Khama et à la suite de longues années de famine et de malnutrition dues à des périodes prolongées de sécheresse depuis 1960. Avant même l'indépendance en 1966, le Botswana était l'un des pays à faible revenu les plus pauvres du monde. La plupart des enfants parcouraient de longues distances à pied pour aller à l'école, sans nourriture. Après l'indépendance, l'initiative d'alimentation a été étendue, avec le soutien du Programme alimentaire mondial, afin de fournir quotidiennement un repas scolaire aux enfants de l'ensemble du pays.

Le Programme alimentaire mondial a apporté son appui au Gouvernement botswanais en fournissant des produits alimentaires de base – principalement un mélange de maïs et de soja (malutu) – aux écoles et établissements sanitaires, d'avril 1966 à décembre 1997. En 1998, le Gouvernement a repris le programme d'alimentation scolaire en le finançant entièrement. Le programme couvrait l'ensemble du pays et comprenait l'introduction d'un menu conçu de manière à incorporer des aliments locaux. Tous les élèves des écoles primaires et secondaires ont continué à recevoir des repas scolaires chauds chaque jour.

Objectifs du programme

Étant donné le parcours historique difficile du Botswana face aux sécheresses prolongées, à la famine, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, le programme du Gouvernement témoignait d'une volonté de résoudre les problèmes suivants:

1. Éviter que les écoliers aient faim à l'école;
2. Fournir aux écoliers une alimentation ou un repas équilibrés;
3. Garder les enfants à l'école pendant toute la journée;
4. Améliorer la fréquentation des écoles.

Ces objectifs sont toujours d'actualité mais ont récemment été renforcés par l'adoption d'une approche de l'alimentation scolaire faisant appel aux produits d'origine locale qui aurait des avantages multiples pour les enfants et la communauté dans son ensemble.

Engagement politique, politique et gouvernance

Chaque année, le ministère responsable présente une proposition de budget au Ministère des finances et de la planification du développement économique. Cette proposition est débattue et négociée et les fonds sont affectés au financement des infrastructures, de l'équipement, des produits alimentaires de base, des salaires du personnel et des frais généraux connexes. En 2012 et 2013 par exemple, le gouvernement a affecté 39,4 millions d'USD par an à l'alimentation scolaire, ce qui équivaut à 104,02 USD par enfant et par an (répartis sur 185 jours d'école) ou 0,56 USD par enfant par jour à l'exclusion des contributions en produits ou des biens en nature. Divers mécanismes correcteurs existent et laissent très peu de place aux abus. Les fonds non dépensés en fin d'exercice sont automatiquement reportés à l'exercice suivant.

Le Gouvernement tente d'opérer la transition vers une approche de l'alimentation scolaire faisant appel aux produits d'origine locale. En 2008, un décret présidentiel édictait que les écoles devaient acheter les surplus des productions saisonnières afin de soutenir les agriculteurs. Les menus des écoles, composés principalement d'aliments de base, ont donc également servi des produits agricoles de saison. L'agriculture à petite échelle s'est donc considérablement améliorée, avec l'introduction par les petits exploitants d'une variété de cultures telles que les légumes secs et le pois à vache, l'arachide, le melon, la citrouille, la courge et le tournesol.



Transition vers un approvisionnement régional et local

Lorsque le programme d'alimentation scolaire a commencé, avec l'appui du Programme alimentaire mondial, la plupart des aliments étaient importés. L'assortiment de produits alimentaires destinés aux écoles primaires comprenait le maïs, le lait de soja, l'huile végétale, le lait écrémé en poudre, et parfois des dattes ou des raisins secs. Lorsque le Gouvernement a repris le programme en 1998, le menu a été modifié afin d'inclure le sorgho, les haricots locaux et le gruau (maïs fissuré décortiqué ou lessivé). Aujourd'hui, malgré les conditions climatiques souvent défavorables du Botswana, le pays parvient à produire certains des aliments de base dont il a besoin pour le programme d'alimentation scolaire, notamment la viande de bœuf, les haricots et le sorgho.

Les élèves des écoles primaires reçoivent un repas leur apportant le tiers de leurs besoins nutritionnels quotidiens. Les repas consistent en une bouillie de sorgho, du maïs, du ragoût de bœuf, des sardines, des haricots, du beurre d'arachide, de la confiture, du pain, des légumes, des fruits et du lait UHT, dans des formules variées permettant d'assurer que les aliments essentiels sont fournis. Le menu quotidien varie afin d'apporter plus de diversité et d'éviter la monotonie et l'ennui. Au cours de la période de récolte, le menu peut inclure des fruits et légumes de saison, produits et achetés localement, tels que le melon, les haricots verts et le maïs doux rouge ou vert.

Le programme d'alimentation scolaire reste encore largement centralisé et les achats sont gérés à l'échelle nationale. Cependant, ces dernières années ont connu une tendance à la décentralisation tenant compte des diverses zones agroécologiques du pays, des systèmes de production et des modes d'alimentation locaux. Les fournisseurs distribuent les produits de base aux entrepôts alimentaires des régions (quatre) et des districts (vingt), à partir desquels les aliments sont redistribués aux écoles. La nourriture est préparée dans les écoles par des cuisiniers appartenant à la communauté et rémunérés par le Gouvernement.

Le programme d'alimentation scolaire en tant que dispositif de protection sociale - au-delà des écoles

Le Botswana constitue un bon exemple de pays ayant effectué la transition entre un programme d'alimentation scolaire financé par des ressources extérieures et une prise en charge du financement et de la mise en œuvre par son propre Gouvernement, avec pour cible l'ensemble des enfants des écoles primaires publiques. Il fournit en moyenne un repas par jour à plus de 330 000 enfants. Les élèves des internats reçoivent par ailleurs un deuxième repas, grâce au programme à l'intention des habitants des zones éloignées. En outre, des paniers de ration à emporter sont distribués aux habitants des zones éloignées pour les jours de relâche scolaire, ce qui permet d'assurer que les enfants les plus vulnérables sont couverts tout au long de l'année. Le programme à l'intention des habitants des zones éloignées est l'un des programmes alimentaires nationaux à l'intention des groupes vulnérables. Il fournit un assortiment de produits alimentaires, de prestations sanitaires et d'autres aménagements aux personnes et aux ménages vulnérables physiquement, géographiquement et économiquement.



Partenariats en vue de la coordination, du développement et de la durabilité

Le Ministère des collectivités locales et du développement rural gère le programme alimentaire par l'intermédiaire du Département des finances et des achats des collectivités locales et de la Division des services d'aide alimentaire. Il s'associe aux acteurs locaux et à divers secteurs du Gouvernement, y compris le Ministère des finances et de la planification du développement, le Ministère de l'éducation et du développement des compétences, le Ministère de la santé et le Ministère de l'agriculture, afin d'obtenir leur appui et leur assistance à la mise en œuvre du programme.

Bien que le Botswana ait reconnu depuis longtemps la nécessité de l'autonomie et du développement, il reconnaît également la nécessité de relations cordiales et de partenariats techniques afin de construire une base sociale et économique saine. Par conséquent, les partenaires ayant fourni une assistance technique au Gouvernement depuis 2010 dans le cadre de son approche de l'alimentation scolaire faisant appel aux produits d'origine locale sont, entre autres, le Programme alimentaire mondial, le Partenariat pour le développement de l'enfant, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), la Banque mondiale et la Fondation mondiale pour la nutrition de l'enfant – GCNF.

Auto-assistance (Boipelego), engagement et soutien communautaires - innovation et impact

Les communautés locales continuent de s'impliquer dans plusieurs activités telles que le battage manuel du sorgho et sa transformation en farine dans les zones rurales, ainsi que dans la préparation des aliments. Dans certaines communautés, le pain n'est pas acheté dans les magasins mais préparé par des femmes locales. Ceci représente pour ces femmes et pour leurs familles un moyen d'existence et des revenus additionnels.

Par l'intermédiaire des associations parents-enseignants, la communauté fournit des produits de nettoyage et de la vaisselle et achète le sel. Les associations parents-enseignants assurent aussi la liaison avec d'autres services tels que le Ministère de la santé, concernant les inspections scolaires, la santé des enfants et les contrôles d'hygiène, et identifient les besoins en formation et en renforcement des capacités pour les cuisiniers et les concierges des établissements scolaires.

Défis à relever

Malgré les progrès réalisés par le programme d'alimentation scolaire du Botswana, il reste des défis à relever. Les repas pourraient par exemple inclure plus de fruits et de légumes qui sont une source importante de micronutriments. Quelques inquiétudes s'expriment également quant à la chaîne d'approvisionnement et à la logistique, notamment l'insuffisance des transports, les retards de livraisons émanant de fournisseurs et l'approvisionnement irrégulier en certains produits alimentaires de base. Par ailleurs, des difficultés entourent la livraison de certains produits alimentaires de base non conformes aux normes de qualité établies, et la détérioration des produits alimentaires due à des conditions d'entreposage inappropriées.

Il n'existe essentiellement aucune politique nationale officielle concernant l'alimentation scolaire, mais de simples lignes d'orientation qu'il est nécessaire de revoir. Qui plus est, étant donné le problème croissant de la surcharge pondérale et de l'obésité chez les jeunes enfants, le Programme d'alimentation scolaire du Botswana doit dispenser une éducation nutritionnelle plus ciblée et plus solide en milieu scolaire.

La recette du succès

Certains ingrédients clés de la réussite et les enseignements qui peuvent être tirés de l'expérience du Botswana sont les suivants:

- La volonté politique et l'engagement sont impératifs, de même que l'investissement de ressources réelles nécessaires pour l'action et la mise en œuvre.
- La bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité sont essentielles pour assurer le fonctionnement de tout système, peu importe son ampleur ou sa complexité.
- La coordination entre les secteurs clés est primordiale, ainsi que l'apprentissage en toute occasion et la capacité à remodeler le programme lorsque cela s'avère nécessaire.
- L'engagement de la communauté, le sentiment d'appropriation et le volontariat sont essentiels.
- Le Conseil doit reconnaître que les dispositifs de protection sociale constituent une opportunité d'investir dans les moyens d'existence.

Références

Bornay O, Chengeta J, Chotani H, Magole M, Rambukwelle N, York C (1993). *Suggested Guidelines on the Management of Primary School Feeding Programs in Botswana*. Presses du Gouvernement: Gaborone.

Institut d'analyse des politiques de développement du Botswana (2011). *Report on the Botswana National School Feeding Stakeholder Workshop*. http://hgsf-global.org/en/bank/downloads/doc_download/232-report-on-the-botswana-national-school-feeding-stakeholder-workshop.

Bureau central des statistiques, République du Botswana. Statistiques de l'éducation. <http://www.gov.bw/en/citizens/topics/statistics/>.

Bureau central des statistiques, République du Botswana (2005). Projections concernant la scolarisation pour la période 2004-2016. <http://www.gov.bw/en/citizens/topics/statistics/>.

Drake L, Woolnough A, Burbano C, Bundy D (Editors) (2016). *Global School Feeding Sourcebook: Lessons from 14 Countries* (2016). Imperial College Press, ISBN 9781783269112: New Jersey. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/24418>
License: CC BY-NC.

GADM Database of Global Administrative Areas (2013). <http://www.gadm.org/>.

Home Grown School Feeding (hgsf-global.org) (2012). *The Botswana School Feeding Program: A Case Study*. http://www.hgsf-global.org/en/bank/downloads/doc_details/290-botswana-nsfp-final-report.

Home Grown School Feeding (hgsf-global.org). School Meals Planner. <http://www.hgsf-global.org/en/bank/menu-planner>.

Isler A (2012a). *Botswana: The Transition to a National School Feeding Program*. Programme alimentaire mondial (PAM) et Ministère des collectivités locales et du développement rural: Botswana, Rome.

Isler A (2012b). *School Feeding in Botswana: A Case Study of Transition*. Presses du Gouvernement: Gaborone.

Masilo D (2009). *Purchase of Watermelons for Botswana Producers*. Décret présidentiel PP01/1/IV (69) du 29 avril. Bureau du Président: Gaborone.

République du Botswana, Département des finances et des achats des collectivités locales, Ministère des collectivités locales et du développement rural (2011). Rapports internes.

République du Botswana, Ministère de l'agriculture, Ministère des collectivités locales et du développement rural, Ministère de l'éducation et du développement des compétences (2009). *Guidelines for Procurement of Agricultural Products for School Feeding*. Presses du Gouvernement: Gaborone.

République du Botswana, Ministère de la santé, Division de la santé familiale (1999). *Botswana National School Health Policy and Procedures Manual*. Presses du Gouvernement: Gaborone.

République du Botswana, Ministère des finances et de la planification du développement (2000). *The Revised National Food Strategy*. Presses du Gouvernement: Gaborone.

République du Botswana, Ministère des finances et de la planification du développement (2003). *National Strategy for Poverty Reduction of 2003*. Presses du Gouvernement: Gaborone.

République du Botswana, Ministère des finances et de la planification du développement (2010). États financiers, tableaux et estimations des recettes des fonds consolidés 2010-2011. Presses du Gouvernement: Gaborone.

République du Botswana, Ministère des collectivités locales et du développement rural (2001). *Inter-Ministerial Taskforce: Internal Report on the Review of the Primary School Menu*. Presses du Gouvernement: Gaborone.

République du Botswana, Ministère des collectivités locales et du développement rural (2012). *The Botswana School Feeding Program: A Case Study*. Presses du Gouvernement: Gaborone.

UNICEF (2013). *La Situation des enfants dans le monde 2013: Les enfants handicapés*. Tableaux statistiques: Tableau 1, Nutrition. UNICEF: New York. <http://www.unicef.org/sowc2013/statistics.html>.

Banque mondiale (2013).). Banque de données mondiale Indicateurs du développement dans le monde - Botswana. http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?Report_Name=Botswana&Id=623b3f51.



Liste des abréviations

BFN	Biodiversity for food and nutrition (Biodiversité pour l'alimentation et la nutrition)
CIN2	Deuxième Conférence internationale sur la nutrition
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
HLPE	Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition
IHAB	Initiative Hôpitaux amis des bébés
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
ODD	Objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
SUN	Mouvement pour le renforcement de la nutrition
UNSCN	Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies

Crédits photos

Couverture: FAO/Riccardo Gangale

Page 3: Ubirajara Machado

Page 5: FAO/Rubí López

Page 7: FAO/Riccardo Gangale

Page 10: A. Manjella

Page 11: FAO/Jim Holmes

Page 14: FAO/J. Koelen

Page 15: FAO/Giuseppe Bizzarri

Page 17: FAO/Riccardo Gangale

Page 21: FAO/Rubí López

Page 27: FAO/P. Morin

Page 33: S. Boylan

Page 35: FAO/Christena Dowsett

Page 37: FAO/Masakazu Shibata

Page 41: Delisle Hélène

Page 45: A. Manjella

Page 51: N. Chitembwe

Page 53: FAO/Riccardo Gangale

Page 57: A. Manjella



Vision de l'UNSCN

Un monde libéré de la faim et de toutes les formes de malnutrition est réalisable dans cette génération

UNSCN Secretariat

info@unscn.org • www.unscn.org • c/o FAO • Viale delle Terme di Caracalla • 00153 Rome, Italie

